



2011 RAPPORT D'ACTIVITÉS

Chères lectrices, Chers lecteurs,

L'année 2011 a débuté par la mise en œuvre de notre nouveau contrat de performance 2011 – 2013 signé avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Ce contrat de performance nous a amené à réformer la structure interne du Centre, désormais organisé autour de trois grands pôles de recherche et de plates-formes de soutien à la recherche.

La nouvelle convention pluriannuelle, a pour objectif de :

- > Renforcer l'infrastructure de recherche et les instruments méthodologiques;
- > Mobiliser les réseaux internationaux de recherche afin d'assurer des publications dans des revues de niveau international ;
- > Multiplier la constitution de nouveaux partenariats ;
- > Valoriser la recherche à destination de la société civile.

Les activités d'études et de recherche sont regroupées autour des pôles suivants :

- > Population et Emploi
- > Géographie et Développement
- > Entreprise et organisation industrielle

Ces pôles sont aidés par plusieurs plates-formes de soutien à la recherche, notamment pour la formation, la collecte et gestion de données, la réalisation d'enquêtes.

Les activités de recherche au sein des pôles se déclinent à travers 11 axes de recherche thématique dont vous découvrirez les priorités dans ce rapport d'activités.

L'année 2011 a été également marquée par le déménagement du CEPS/INSTEAD à Belval.

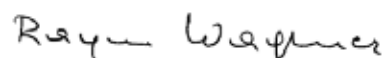
Depuis 15 ans notre Centre était établi dans le bâtiment de l'ARBED à Differdange.

En avril 2011, le Centre a déménagé dans de nouveaux locaux, situés au n° 3 Avenue de la Fonte, à Esch/Alzette, face aux futurs bâtiments de l'Université de Luxembourg.

Ce déménagement a donné lieu à la mise en œuvre d'un nouveau concept de mobilité pour les salariés du Centre visant à soutenir le recours aux transports en commun.

Notre Centre a clôturé l'année 2011 dans une mauvaise situation financière qui nous a conduit à prendre des mesures de restructuration qui sont mises en œuvre par une nouvelle direction en 2012.

Dans l'espoir de voir 2012 se terminer sous de meilleurs auspices, je souhaite que ce rapport puisse satisfaire la curiosité que vous portez à notre Centre.



Raymond Wagener
Président du CEPS/INSTEAD

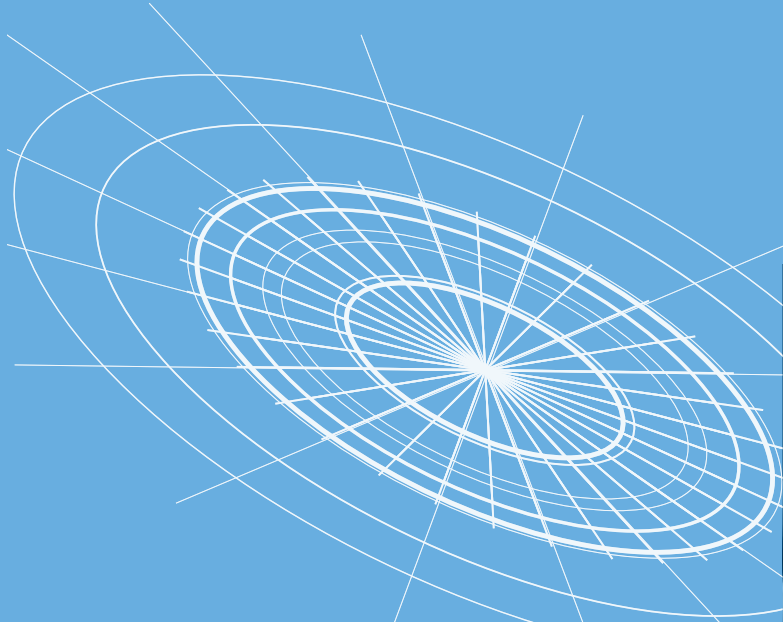
SOMMAIRE

PÔLE DE RECHERCHE: POPULATION & EMPLOI	6
Présentation	8
<i>Axe 1 : Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse</i>	9
<i>Axe 2 : Marché du travail</i>	13
<i>Axe 3 : Politique familiale, conciliation vie familiale et vie professionnelle, éducation ...</i>	17
<i>Axe 4 : Liens sociaux</i>	21
<i>Axe 5 : Santé, vieillissement et autonomie</i>	25
<i>Axe 6 : Coopération scientifique Afrique - Luxembourg pour le développement</i>	29
PÔLE DE RECHERCHE: GÉOGRAPHIE ET DÉVELOPPEMENT	34
Présentation	36
<i>Axe 1 : Habitat & formes d'urbanisation</i>	37
<i>Axe 2 : Intégration métropolitaine transfrontalière</i>	41
<i>Axe 3 : Mobilité résidentielle et quotidienne</i>	45
<i>Axe 4 : Développement territorial</i>	49
PÔLE DE RECHERCHE: ENTREPRISES ET ORGANISATION INDUSTRIELLE	52
Présentation	54
<i>Axe 1 : Négociation collective et politiques de l'emploi</i>	55
<i>Axe 2 : Organisation industrielle et société de la connaissance</i>	59
PLATEFORMES	64
Relations Internationales	66
Enseignement et Formation à la recherche	70
Système d'Information Géographique	71
Méthodologie d'enquête et production de données	72
Centre de Documentation & de Diffusion	73
LA GESTION DU CENTRE	74
Organe de gestion	76
<i>Conseil d'Administration</i>	76
<i>Conseil Scientifique</i>	76
Bilan financier	78
<i>Bilan</i>	78
<i>Comptes de profits et pertes</i>	79
LES RENDEZ-VOUS DE 2011	80
Événements	82
Ateliers de recherche	84
Formations	87
Visiting Professors	88
Senior Research Fellows	89



PÔLE DE RECHERCHE

POPULATION & EMPLOI





SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

- Axe 1 : Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse
- Axe 2 : Marché du travail
- Axe 3 : Politique familiale, conciliation vie familiale et vie professionnelle, éducation

- Axe 4 : Liens sociaux
- Axe 5 : Santé, vieillissement et autonomie
- Axe 6 : Coopération scientifique Afrique - Luxembourg pour le développement



Le pôle Population & Emploi rassemble des chercheurs autour des questions économiques et sociales liées au bien-être et à la cohésion sociale. Avec en toile de fond des transformations démographiques, institutionnelles et économiques, nos travaux mettent principalement en oeuvre des méthodes quantitatives en sciences sociales afin d'enrichir la compréhension de la société, de mieux cerner les comportements et les opinions des individus, d'appréhender leurs conditions de vie et de travail, d'identifier les lignes de fractures sociales, de capter les effets des politiques publiques et d'en mesurer l'efficacité.

Si la société luxembourgeoise avec ses spécificités constitue un important objet de recherche au sein du pôle, nos recherches dépassent le cadre national, via des travaux méthodologiques et techniques, à travers une mise en perspective dans des comparaisons internationales, ou dans l'étude de sociétés et d'économies étrangères (en particulier dans les pays en développement).



Philippe Van Kerm

Philippe.VanKerm@ceps.lu

Responsable du pôle de
recherche *Population &
Emploi*

Les travaux réalisés dans le pôle se déclinent en six axes :

- > Inégalités, pauvreté, redistribution, richesse
- > Marché du travail
- > Politique familiale, conciliation vie familiale et professionnelle, éducation
- > Liens sociaux
- > Santé, vieillissement et autonomie
- > Coopération Afrique-Luxembourg pour le développement

Des questions liées par exemple au genre, à l'éducation, aux générations et, compte tenu de leur poids dans la société luxembourgeoise, aux travailleurs frontaliers sont transversales à ces axes de recherche.

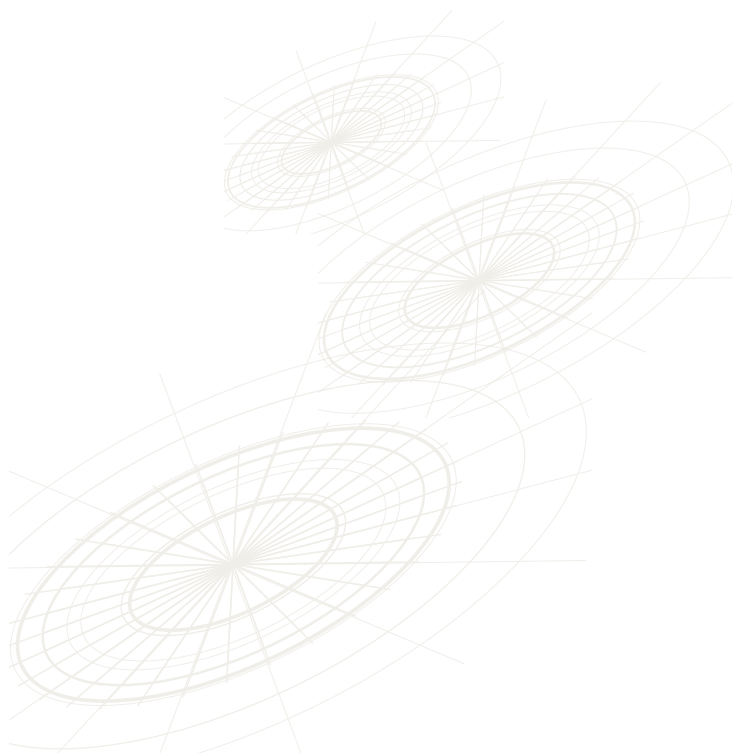
AXE
1INEGALITÉS, PAUVRETÉ,
REDISTRIBUTION, RICHESSE

La recherche menée ici se concentre sur les inégalités économiques, plus particulièrement celles ayant trait au revenu et au patrimoine, ainsi que sur les différentes dimensions de la pauvreté et la redistribution publique à travers, notamment pour ce dernier point, le développement et l'utilisation des techniques de microsimulation.

L'objectif de cet axe est d'approfondir les connaissances concernant les inégalités économiques au Luxembourg dans une perspective comparative internationale, de comprendre les différents mécanismes (redistributifs) qui y contribuent et, à cette fin, de développer de nouvelles techniques et instruments de mesure.

L'axe se structure en adoptant une approche relativement classique :

- > Approche des inégalités économiques par les revenus
- > Approche des inégalités par le patrimoine
- > Évaluation des politiques publiques et instruments d'investigation.



ACTUALITÉS 2011

En 2011, les activités de l'axe se sont surtout focalisées sur la recherche académique, le développement d'instruments de recherche et les travaux à l'adresse de la société civile.

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Pour la recherche académique, le thème des inégalités économiques de revenus concentre le plus grand nombre de projets.

Le projet PERSIPOV (2011-2013), financé par le FNR dans le cadre du 3ème appel du programme CORE, cherche à comprendre et à identifier la pauvreté des enfants en recourant à des analyses longitudinales. En 2011, les travaux se sont concentrés sur l'analyse des déterminants des transitions de pauvreté au Luxembourg en tenant compte de l'attrition potentiellement non aléatoire et du problème de condition initiale.

Sous le même thème, en collaboration avec la London School of Economics, une étude a exploité les données longitudinales disponibles pour 21 pays dans EU-SILC. Elle contraste les résultats obtenus sur base de l'indicateur longitudinal de Laeken « taux de risque persistant de pauvreté » avec une analyse classique basée sur l'indicateur annuel transversal « taux de risque de pauvreté ».

A l'échelle nationale, une comparaison de l'impact des différentes sources de revenu sur l'inégalité et la (bi-) polarisation a permis de mettre en avant que les revenus du capital impactent le plus fortement sur les inégalités tandis que les revenus du travail impactent le plus fortement sur la (bi-)polarisation.

Moins conventionnel, un projet soutenu par le FNR dans le cadre des bourses AFR a cherché à mettre en évidence le lien entre l'apparence physique et le niveau de revenu au sein du marché du mariage au Luxembourg.

Deux nouveaux projets, lancés courant 2011 et financés par le FNR dans le cadre des bourses AFR, sont venus enrichir l'analyse des inégalités économiques de revenu: le premier cherche à éclairer les mécanismes de transmission intergénérationnelle de la pauvreté et du

statut économique avec un focus sur la formation du capital humain. Le deuxième projet examine comment les politiques sociales impactent les dynamiques de pauvreté au Luxembourg et dans d'autres pays industrialisés.

Faute de données sur le patrimoine des ménages luxembourgeois, les inégalités de patrimoine n'avaient pas pu être analysées jusque-là. Le projet WEALTHPORT (2010-2012), financé par le FNR dans le cadre du 2ème appel du programme CORE, a permis de combler cette lacune. En 2011, ce sont à la fois des travaux méthodologiques et analytiques qui ont marqué ce projet. Du côté méthodologique, les données du module patrimoine de l'enquête PSELL3/EU-SILC ont fait l'objet d'une imputation multiple. Du côté analytique, en collaboration avec la Banque centrale du Luxembourg, une étude sur le patrimoine des natifs et des immigrants au Luxembourg avec une mise en perspective internationale a été finalisée. Et, l'analyse de la distribution conjointe du patrimoine et du revenu et l'analyse du patrimoine net et des dettes sont venues compléter les travaux autour des inégalités de patrimoine.

Parallèlement aux grands thèmes étudiés dans l'axe, d'autres thèmes sont abordés ponctuellement.

Ainsi, en collaboration avec la Banque Fédérale de Réserve de San Francisco, une analyse des flux d'emplois et des changements démographiques dans le contexte de la grande crise a été achevée. Dans la continuité, une étude sur les industries et les emplois a débuté. Enfin, toujours dans le cadre de cette collaboration, un travail sur le risque et l'entrepreneuriat a été initié. Sur le thème des études supérieures et de leur financement, un premier projet, en collaboration avec l'Université Catholique de Louvain, s'est intéressé à l'impact de la mobilité des étudiants travailleurs sur la qualité des universités et sur leur financement public. Un deuxième projet, en collaboration avec l'Université de Gérone, a mis l'accent sur le lien entre les régimes de financement des études supérieures et l'aléa moral sur l'effort aux études d'une part et sur l'effort au travail pour les jeunes diplômés d'autre part.



INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Le développement d'instruments de recherche est une autre activité importante de l'axe. En 2011, le projet MIDAL, financé par la Commission Européenne dans le cadre du programme PROGRESS, a permis le développement d'une nouvelle plateforme de microsimulation pour la construction de modèles dynamiques. Un autre volet de ce projet a consisté au développement, à partir de données administratives générées par l'IGSS, d'une base de données retraçant la carrière professionnelle des pensionnés et futurs pensionnés, information essentielle et nécessaire pour la création d'un modèle dynamique de microsimulation de population.

En microsimulation statique, le CEPS/INSTEAD a participé, en tant que correspondant luxembourgeois, au projet EUROMODupdate qui vise à mettre à jour, à valider et à documenter le modèle socio-fiscal européen pour les années les plus récentes. Afin de sensibiliser les décideurs nationaux aux apports de la microsimulation dans la décision publique le CEPS/INSTEAD, conjointement avec l'ALOSS, a organisé une conférence nationale sur ce sujet. Comme autre instrument de recherche, un outil original et innovant qui permet de visualiser les matrices de transition a été développé.

A côté des inégalités économiques, les activités de l'axe s'intéressent également aux questions liées aux migrations. A l'adresse d'organismes ou de réseaux internationaux (OIM, FRANET, EMN) et en collaboration avec d'autres partenaires luxembourgeois, différents rapports, thématiques ou plus généraux, sont produits pour rendre compte de la situation nationale. Du côté analytique, ce sont le thème de la migration et de la sécurité sociale et le thème novateur de la transnationalisation qui ont été abordés.

**RESPONSABLE****Frédéric Berger**frederic.berger@ceps.lu**ÉQUIPE**

Luna BELLANI

Karina DOORLEY

Alessio FUSCO

Iryna KYZYMA

Claudia HARTMANN-HIRSCH

Nizamul ISLAM

Philippe LIEGEOIS

Eva SIERMINSKA

Philippe VAN KERM

Bertrand VERHEYDEN

PARTENAIRES

- > Bureau Fédéral du Plan (Belgique)
- > Institute for Social & Economic Research (UK)
- > Federal Reserve Bank of San Francisco (USA)
- > London School of Economics (UK)
- > Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Germany)
- > Luxembourg Wealth Study (Luxembourg)
- > Inspection Générale de la Sécurité Sociale (Luxembourg)
- > Banque centrale du Luxembourg (Luxembourg)
- > Université du Luxembourg (Luxembourg)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

AMETEPE Kossi, HARTMANN HIRSCH Claudia.

An outstanding positioning of migrants and nationals: the case of Luxembourg. *Population Review*, 2011, vol. 50, n°1, pp. 195-217.

BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, LIEGEOIS Philippe.

Behavioral micro simulation model and labor supply in Luxembourg. *Brussels Economic review*, 2011, Vol. 54, n°4.

DOORLEY Karina, BARGAIN Olivier.

Caught in the trap? Welfare's disincentive and the labor supply of single men. *Journal of Public Economics*, 2011, Vol. 95, n°9-10, pp. 1096-1110.

DOORLEY Karina, BARGAIN Olivier.

In-Work Transfers in Good Times and Bad: Simulations for Ireland. *Research in Labor Economics*, 2011, Vol. 33, pp. 307-339.

LIEGEOIS Philippe, BERGER Frédéric, ISLAM Nizamul, WAGENER Raymond.

Cross-validating administrative and survey datasets through microsimulation. *International Journal of Microsimulation*, 2011, Vol. 4, n°1, pp. 1-18.

OKAMURA Kazuaki, ISLAM Nizamul.

Inter-Temporal Labour Force Participation among married women in Japan. *The Japanese Economic Review*, 2011, Vol. 62, n°4, pp. 562-580.

RAILEANU SZELES Monica, FUSCO Alessio.

Item Response Theory and the measurement of deprivation: evidence from Luxembourg data. *Quality & Quantity*, 2011 (Online first)

SIERMINSKA Eva, TAKHTAMANOVA Yelena.

Job Flows, Demographics and the Great Recession. *Research in Labor Economics*, 2011, n°32, pp. 115-154.

TAKHTAMANOVA Yelena, SIERMINSKA Eva.

Gender, Monetary Policy, and Employment: The Case of Nine OECD Countries. In: BERIK G., ROGERS Y., SEGUINO S. *Inequality, Development and Growth*. London and New-York: Routledge, 2011, chapter 11.

VAN KERM Philippe, PI ALPERIN Maria Noel.

Inequality, growth and mobility: the inter-temporal distribution of income in European countries 2003–2007. *Eurostat methodologies and working papers*, 2011, n°11003.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

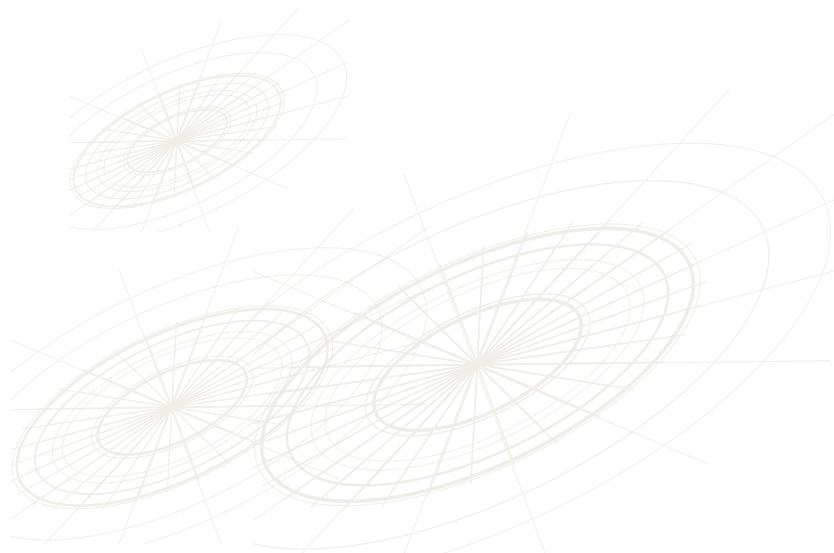
AXE
2

MARCHÉ DU TRAVAIL

L'objectif de cet axe de recherche est d'étudier le fonctionnement et l'évolution du marché du travail luxembourgeois sous l'angle de la segmentation afin de mettre en évidence et de mesurer les inégalités qui existent sur le marché du travail luxembourgeois.

L'analyse de la segmentation du marché du travail s'articule autour des trois questions suivantes :

- > Existe-t-il une segmentation du marché du travail luxembourgeois et quelles en sont les caractéristiques ? La segmentation du marché du travail y est abordée, de manière statique en analysant le marché du travail à un instant donné puis de manière dynamique, via d'une part l'analyse des trajectoires professionnelles individuelles et, d'autre part, celle des conditions de travail.
- > Dans quelle mesure les politiques actives de l'emploi sont-elles un instrument pour réduire la segmentation du marché ?
- > Existe-t-il une segmentation liée au genre et quelles en sont les caractéristiques ?



ACTUALITÉS 2011

Les activités de l'axe marché du travail tentent de s'inscrire dans la stratégie de la rose des vents qui consiste à mettre la recherche académique au service de la recherche appliquée, avec pour objectif de contribuer aux débats sociétaux et alimenter la réflexion des pouvoirs publics. Toutefois, les thématiques étudiées ne répondent pas toutes à cette stratégie ; certaines en effet ne possèdent qu'une portée nationale et permettent de mieux comprendre le fonctionnement du marché du travail luxembourgeois, de manière à être un soutien aux décideurs publics et aux acteurs de la société civile.

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Une grande partie de la recherche académique menée dans l'axe marché du travail relève de l'évaluation des politiques sociales. Cette recherche porte à la fois sur l'amélioration des méthodologies utilisées et la création de software destinés à les implémenter, et sur la mise en application de techniques existantes pour évaluer certaines politiques nationales.

Une autre thématique abordée dans une perspective académique concerne l'analyse des inégalités de salaires. Un projet de recherche, financé par le FNR dans son programme CORE, a démarré début 2011. L'objectif est d'étendre la recherche existante, avec une analyse des inégalités à différents points de la distribution, la prise en compte des caractéristiques spécifiques aux entreprises et l'analyse et la décomposition de l'évolution des inégalités dans le temps.

Certains travaux développés dans l'axe adoptent une approche qui distingue les migrants et les nationaux. C'est le cas d'une recherche effectuée dans le cadre d'un doctorat, l'objectif étant d'analyser les effets des politiques migratoires, des systèmes sociaux et institutionnels sur la situation des migrants sur le marché du travail.

RECHERCHE NATIONALE

Au niveau national, la recherche produite en 2011 s'inscrit dans les thématiques suivantes :

Le bien-être au travail : dans le cadre d'un contrat avec la Chambre des Salariés, des travaux sur les déterminants du bien-être au travail ont été réalisés. Leur objectif globalement est de mettre en évidence les processus à l'œuvre pour comprendre la construction du sentiment de bien-être au travail vu sous l'angle de l'épanouissement et du stress au travail. Un focus selon le genre a été réalisé.

L'absentéisme au travail : ce programme, débuté fin 2009, a été initié par le groupe de haut niveau, organe tripartite luxembourgeois. Son objectif est d'identifier les causes de l'absentéisme de manière à connaître les leviers efficaces pour réduire le phénomène. Suite à ces travaux, le CEPS/INSTEAD a contribué à la création d'un « observatoire de l'absentéisme » lancé en 2011 avec la collaboration de l'IGSS. Il propose aux entreprises privées implantées au Luxembourg des indicateurs, mis à jour tous les 6 mois, qui leur permettent de dresser un diagnostic complet de l'absentéisme de leurs salariés, de suivre son évolution et, surtout, de se comparer aux autres entreprises du même secteur d'activité. Les travaux menés sur l'absentéisme s'inscrivent également dans une perspective académique. Cette dernière consiste à proposer une approche théorique de l'absentéisme qui tente d'intégrer aux modèles standards l'effet de la survenance d'une maladie sur le processus de décision menant à l'absence.

L'impact de la crise sur le marché du travail : la crise économique a fortement touché le marché du travail luxembourgeois depuis fin 2008. Les travaux qui ont été réalisés par le CEPS/INSTEAD dans ce contexte ont eu pour objectif de compléter les statistiques macroéconomiques témoignant de l'évolution nette de la main-d'œuvre par des statistiques sur les flux de salariés. Des statistiques inédites sur les recrutements et les fins d'emploi, dans une perspective de comparaison avec une période hors crise, ont permis d'identifier divers mécanismes d'ajustements de main-d'œuvre sous-jacents. Les analyses s'inscrivent dans un programme de travail plus large portant sur l'analyse des trajectoires individuelles des salariés, en utilisant les données longitudinales de la Sécurité Sociale.



Les analyses liées au genre : en 2011, le CEPS/INSTEAD a réalisé, à la demande du Ministère de l'Egalité des chances, la troisième vague d'une enquête consacrée à la mesure de la place des femmes dans la prise de décision au sein des entreprises. Dans un contexte européen de mise en place de mesures législatives ou incitatives pour favoriser l'accession des femmes à la prise de décision, les résultats de cette enquête seront un support à la décision du Ministère en la matière. Outre le constat d'une augmentation de la place des femmes dans les organes de décision recensés (conseil d'administration, chef d'entreprise, autres postes de décision, délégation du personnel) – augmentation toutefois faible corroborant la sous-représentation des femmes dans la prise de décision –, cette enquête a également permis de recueillir l'opinion des entreprises quant à des mesures favorisant la place des femmes dans la prise de décision.

L'évaluation des politiques actives de l'emploi : des rapports annuels sont fournis au Ministère du Travail et de l'Emploi sur l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi. Ces évaluations bénéficient de l'expertise et des avancées méthodologiques qui sont réalisées dans le Centre. En 2011, ce sont les mesures CIE (Contrat Initiative-Emploi) et CAE (Contrat Appui-emploi) de l'ADEM qui ont été évaluées ainsi que les mesures temporaires pour l'emploi des jeunes promues par la loi de novembre 2009 et les mesures de formation accordées aux chômeurs en difficulté.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Dans le cadre de l'évaluation des politiques de l'emploi, le CEPS/INSTEAD alimente une base de données longitudinale, créée à partir de données administratives et qui permet l'identification des parcours professionnels. Cette base de données a été enrichie cette année de tout le volet formation que suivent les personnes dès lors qu'elles sont inscrites à l'ADEM.

Une autre base de données a été créée suite à l'enquête sur la prise de décision menée auprès des entreprises.



RESPONSABLE

Mireille Zanardelli

mireille.zanardelli@ceps.lu

ÉQUIPE

Michela BIA
 Jacques BROSIUS
 Chung CHOE
 Franz CLEMENT
 Anna DIOP CHRISTENSEN
 Anne-Sophie GENEVOIS
 Laetitia HAURET
 Kristell LEDUC
 Denisa SOLOGON
 Don WILLIAMS

PARTENAIRES

- > Ministère du Travail et de l'Emploi (Luxembourg)
- > Ministère de l'Égalité des Chances (Luxembourg)
- > Inspection Générale de la Sécurité Sociale, IGSS (Luxembourg)
- > L'ADEM: Administration pour le Développement de l'Emploi (Luxembourg)
- > University of Florence, Department of Statistics "G. Parenti" (Italy)
- > Binghamton University, State University of New York (USA)
- > Arizona State University (USA)
- > University of Leuven (Belgium)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

BALDWIN Marjorie L., CHOE Chung.

Estimates of Wage Discrimination Against Workers with Sensory Disabilities, with Controls for Job Demands. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-61, 44 p.

BIA Michela, FLORES Carlos A., MATTEI Alessandra.

Nonparametric Estimators of Dose-Response Functions. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-40, 24 p.

BROSIUS Jacques.

L'impact de la crise économique sur l'emploi au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-08, 20 p.

CLEMENT Franz, BELKACEM Rachid.

L'intérim transfrontalier entre Lorraine, Sarre et Luxembourg. In : BELKACEM Rachid, KORNIG Cathel, MICHON François. *Visages de l'intérim en France et dans le Monde.* Paris : L'Harmattan, 2011, pp. 171-191.

FLORES-LAGUNES Alfonso, CHOE Chung, LEE Sang-Jun.

Do Dropouts Benefit from Training Programs? Korean Evidence Employing Methods for Continuous Treatments. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-34, 44 p.

HAURET Laetitia, ZANARDELLI Mireille.

Les déterminants du bien-être subjectif au travail. CSL, 2011.

LEDUC Kristell.

Les recrutements et le genre. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-07, 20 p.

LI Jinjing, SOLOGON Denisa.

Simulating Labour Supply: A Lifetime Modelling Approach with Heterogeneity and Uncertainty Extension. IZA Discussion Papers, 2011, n°6098.

SOLOGON Denisa, O'DONOGHUE Cathal.

Shaping earnings mobility: policy and institutional factors. *The European Journal of Comparative Economics*, 2011, Vol. 8, n°2, 28 p.

ZANARDELLI Mireille, GENEVOIS Anne-Sophie, MAZOYER Thierry.

L'absentéisme au travail : un phénomène multidimensionnel ? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-10, 24 p.

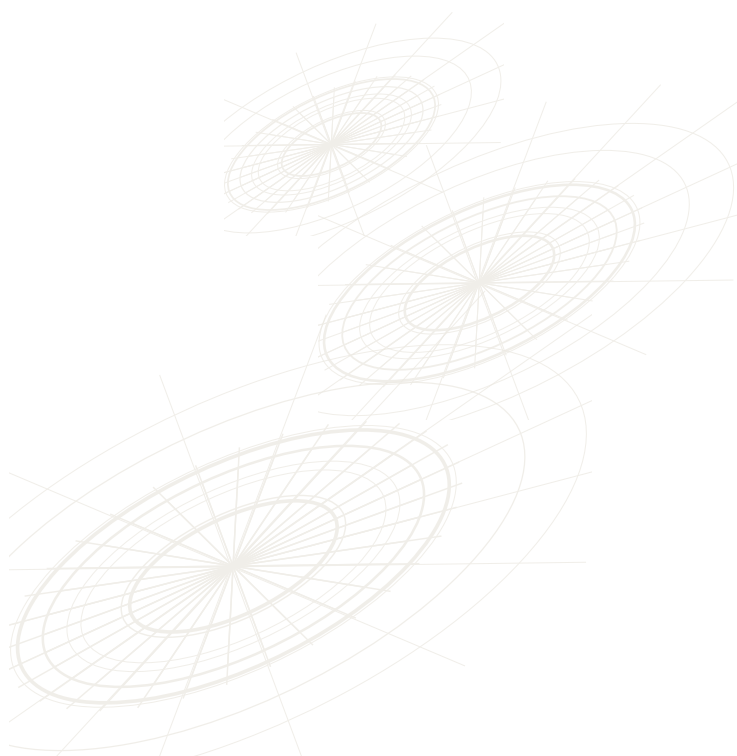
Toutes les publications sur www.ceps.lu

AXE
3POLITIQUE FAMILIALE, CONCILIATION
VIE FAMILIALE ET VIE
PROFESSIONNELLE, ÉDUCATION

Parce qu'il couvre deux champs distincts, cet axe de recherche développe deux thématiques majeures, l'une sur les impacts de l'emploi croissant des femmes, l'autre sur les inégalités de la réussite scolaire.

La première thématique repose sur le constat que l'une des évolutions principales observées au cours des dernières années concernant la famille est celle de l'augmentation de la proportion de femmes actives et donc de couples biactifs. Deux questions découlent de cette augmentation : celle des choix de fécondité d'une part, et surtout celle de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle d'autre part. Ce sont ces deux thèmes principaux d'analyse qui sont retenus, dans le prolongement des analyses menées au cours du précédent programme pluriannuel.

La deuxième thématique découle de l'une des caractéristiques du Luxembourg, qui est un pays multiculturel, où le taux d'étrangers est particulièrement élevé – plaçant le pays dans une situation unique en Europe. Dans un tel contexte, se pose tout particulièrement la question des inégalités de réussite scolaire : prendre en compte la nationalité des élèves, et/ou, plus précisément, la date à laquelle ils sont arrivés au Luxembourg est pertinent, voire essentiel, pour comprendre les différences observées. D'autres caractéristiques peuvent toutefois également jouer pour expliquer des différences sensibles de réussite – au Luxembourg ou dans d'autres pays européens.



ACTUALITÉS 2011

Dans le cadre du programme pluriannuel, ce sont trois thèmes qui ont été plus particulièrement développés au cours de l'année 2011 : analyse de la fécondité ; analyse de la conciliation vie familiale – vie professionnelle ; enfin, analyse de la différence de réussite scolaire des élèves en fonction de diverses de leurs caractéristiques.

.....

Concernant ce dernier thème, une première analyse a porté sur l'estimation de l'effet que peut avoir l'implication des enseignants sur le niveau de réussite de leurs élèves, aux Pays-Bas. Il s'est agi d'analyser dans quelle mesure le fait d'avoir des enseignants partageant un même objectif, ou prêts à dialoguer avec leurs collègues, voire encore à partager leurs pratiques pédagogiques, peut augmenter le niveau de réussite scolaire des élèves, dont les caractéristiques (et notamment la nationalité) ont également été prises en compte. Cette recherche a permis de mettre en exergue le résultat suivant (Lomos et al. 2011a, 2011b) : le fait que les enseignants aient explicitement en ligne de mire la réussite de leurs élèves joue effectivement sur la réussite de ces derniers, aux Pays-Bas. Il reste que le dialogue, voire la collaboration, entre enseignants ne semblent pas influencer la réussite des élèves, résultat qui suggère de poursuivre les analyses. Une seconde analyse s'est intéressée à la performance des élèves immigrés au Luxembourg. Deux principaux thèmes ont été traités : l'insertion dans des écoles luxembourgeoises des élèves nouvellement immigrés, et la différence de réussite scolaire des filles et garçons immigrés. Il ressort de la première analyse d'une part que le niveau déjà acquis et les aptitudes en langue des élèves récemment immigrés sont les principaux facteurs déterminant le régime scolaire dans lequel ils peuvent s'insérer au Luxembourg ; on observe d'autre part que les diverses formes de soutien scolaire apporté aux nouveaux arrivants ne leur permettent pas d'accéder aussi souvent que les autres élèves aux meilleurs régimes. La deuxième analyse a prouvé que les enfants immigrés réagissent différemment à leur environnement éducatif selon leur sexe : le manque d'enseignants ou les dépenses limitées affectées à l'enseignement affectent plus la réussite des garçons que celle des filles.

Le thème de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle a été plus particulièrement développé dans le cadre de rapports réalisés pour le Ministère de la Famille et de l'Intégration ou d'articles à visée académique, et ce sous trois angles : l'analyse des normes juridiques incitant les divers acteurs (Etat ou entreprises) à aider les parents qui le souhaitent à concilier leurs choix d'activité professionnelle et leurs choix de fécondité ; l'analyse d'une mesure particulière de soutien à la conciliation, qui a été implémentée très récemment au Luxembourg (le chèque-service accueil) ; enfin l'impact de telles aides – et notamment celles concernant plus particulièrement la garde des jeunes enfants – sur l'offre de travail des mères.

L'un des moyens d'intervention de l'Etat pour aider les parents à concilier vie familiale et vie professionnelle consiste à adopter et mettre en œuvre un **droit de garde des enfants, opposable à l'autorité publique**. Il s'agit d'un droit dont les parents peuvent se prévaloir à l'encontre de l'autorité publique, afin d'en assurer le respect effectif. Deux questions ont été posées dans le cadre de cette analyse (Segura, 2011a) : d'une part, celle de savoir si le droit opposable à la garde des enfants correspond aujourd'hui à une nouvelle exigence européenne ; d'autre part, la question de la pertinence de considérer ce droit (déjà consacré juridiquement dans les pays nordiques et en Allemagne) comme une perspective envisageable pour le Luxembourg.

Les mesures d'aide à la conciliation vie familiale – vie professionnelle peuvent être de différents types : la réduction du coût de la garde des jeunes enfants et le développement du nombre de places d'accueil de ces enfants (même non assorti d'un droit opposable à une place) en sont certainement des exemples clairs. Les travaux poursuivis en 2011 l'ont été sous deux angles. D'une part, suite à la mise en place récente d'une telle aide au Luxembourg (le chèque-service accueil, en mars 2009), un **portrait des familles bénéficiant de ce chèque-service accueil** a été dressé ; les conséquences à court terme de ce dispositif sur les choix du mode d'accueil des enfants, sur l'activité professionnelle des parents et sur l'activité des services d'accueil des enfants ont été



étudiées (Bousselin, 2011; Bousselin et Segura, 2011). D'autre part, dans la suite d'un travail de nature plus académique entrepris au cours des années précédentes, il s'est agi d'**analyser le rôle de l'offre de garde des enfants sur l'offre de travail des mères**, en tenant compte de ce que les mères ne sont pas toutes égales devant cette offre – au sens où celle-ci est différente selon le secteur géographique et selon les caractéristiques des mères (du fait de l'existence de règles de priorité pour obtenir une place de crèche). Cette analyse souligne le rôle positif de l'offre locale de modes de garde sur la participation des mères au marché du travail et le recours à la garde collective ; l'ampleur de cet effet est non négligeable (Bousselin et Ray, 2011). Enfin, dans un contexte où les femmes sont plus souvent actives qu'elles n'ont pu l'être par le passé, analyser les déterminants du choix d'avoir un premier enfant, et notamment le rôle des facteurs financiers, s'est révélé intéressant. Cette analyse a permis de montrer que, à l'instar de ce qu'il se passe dans d'autres pays européens, une aide financière incite effectivement à avoir ce premier enfant, surtout dans le cas où les ressources du ménage sont par ailleurs relativement faibles ; mais que cet effet est relativement faible (Reinstadler, 2011).

**RESPONSABLE****Anne REINSTADLER**anne.reinstadler@ceps.lu**ÉQUIPE**

Aigul ALIEVA

Lucile BODSON

Audrey BOUSSELIN

Bruno JEANDIDIER

Blandine LEJEALLE

Jordane SEGURA

PARTENAIRES

- > Ministère de la Famille et de l'Intégration (Luxembourg)
- > Ministère de l'Éducation (Luxembourg)
- > Université de Leuven (Belgique)
- > Université de Nancy (France)
- > Université de New Brunswick (Canada)
- > Université de York (Canada)
- > Université de Groningen (Pays-Bas)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

ALIEVA Aigul.

Study on educational support for newly arrived migrant children. Country report - Luxembourg (Part 1 and 2). Contract: N° EAC/23/2010.

BOUSSELIN Audrey, RAY Jean-Claude.

Participation des mères au marché du travail et disponibilité locale des services collectifs de garde d'enfants. Application au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-53, 40 p.

BOUSSELIN Audrey, SEGURA Jordane.

Bilan du chèque-service accueil un an après sa mise en application. CEPS/INSTEAD, Ministère de la Famille et de l'Intégration, 2011.

BOUSSELIN Audrey.

Bilan du chèque-service accueil un an après sa mise en application. Mise au point d'indicateurs de suivi à partir de données administratives. CEPS/INSTEAD, Ministère de la Famille et de l'Intégration, 2011.

HARTUNG Anne, VANDEZANDE Véronique, PHALET Karen, SWYNGEDOUW Marc.

Partnerships Preferences of the Belgian Second Generation: Who lives with whom? *Advances in Life Course Research*, 2011, n°16, pp. 152-163.

LOMOS Catalina, HOFMAN Roelande H., BOSKER Roel J.

The relationship between departments as professional communities and student achievement in secondary schools. *Teaching and Teacher Education*, 2011, vol. 27, n°4, pp. 722-731.

LOMOS Catalina, HOFMAN Roelande H., BOSKER Roel J.

Professional communities and student achievement - a meta-analysis, *School Effectiveness and School Improvement*, 2011, vol. 22, n°2, pp. 121-148.

REINSTADLER Anne.

Luxembourg and France: Comparable Family Benefits, Comparable Fertility Levels? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-65, 28 p.

SEGURA Jordane.

Le droit opposable à la garde des jeunes enfants – Analyse et perspectives. Rapport pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration, 2011, 58 p.

SEGURA Jordane.

L'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en droit luxembourgeois. *Revue Lamy Droit Civil*, 2011, n°87, pp. 55-58.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

AXE
4

LIENS SOCIAUX

La cohésion sociale, aujourd'hui au cœur des questions sociales et politiques, constitue la thématique majeure de l'axe de recherche *Liens sociaux* (LISOC). Phénomène multidimensionnel, elle est analysée à travers les domaines du travail, de l'intégration, de la culture, du multiculturalisme, du genre, du bien-être subjectif et de la religion.

Dans ce contexte, la question des valeurs, des attitudes et des comportements qui rattachent les individus et les groupes sociaux les uns aux autres prend toute son importance. Il s'agit d'identifier les lignes de force et les risques de rupture qui traversent la société, de développer des indicateurs qui pourront être autant d'outils pour déterminer des politiques dans les domaines concernés et en fonction des groupes sociaux identifiés.

Les travaux menés ici relèvent des champs de la sociologie quantitative et de l'économie. Ils ont pour principaux supports les grandes enquêtes sociales européennes (EVS, ESS), l'enquête européenne sur les modes de vie (EU-SILC) et ses modules nationaux (PSELL) ainsi que des enquêtes *ad hoc*, telle que l'enquête nationale Culture 2009. L'ensemble des domaines est traité dans une perspective de recherche académique et d'étude à destination de la société civile.

**RESPONSABLE****Monique BORSENBARGER**monique.borsenberger@ceps.lu**ÉQUIPE**

Stefano BARTOLINI

Marie-Sophie CALLENS

Stéphanie CASSILDE

Paul DICKES

Charles FLEURY

Carlo KLEIN

Jean LANGERS

Malgorzata MIKUCKA

Jérôme TOURBEAUX

Francesco SARRACINO

Marie VALENTOVA

Bogdan VOICU

ACTUALITÉS 2011

RECHERCHE ACADÉMIQUE

L'année 2011 a vu l'aboutissement de deux projets de recherche soutenus par le FNR et commencés en 2007 dans le cadre du programme de recherche pluriannuel «Vivre au Luxembourg» (VIVRE).

Le premier, de grande ampleur et en partenariat avec le STATEC, les Universités du Luxembourg, de Tilburg et Leuven, portait sur les valeurs et la cohésion sociale (VALCOS). Il avait pour support l'enquête européenne *European Values Study* (EVS) menée en 2008. Les travaux théoriques et méthodologiques ont abouti à une opérationnalisation du « concept » de cohésion sociale par la création d'un index de mesure VALCOS, validé sur 47 pays européens. Les liens entre la cohésion sociale et les domaines tels que l'intégration, le travail, le genre, le bien-être subjectif et la religion ont ensuite été analysés, au niveau national et/ou international. Ouverte par le projet FNR, cette piste de recherche sur les valeurs et la cohésion sociale se poursuit pour la durée de ce programme pluriannuel.

Le second, en partenariat avec l'Université du Luxembourg, portait sur les solidarités intergénérationnelles (INTERGEN), une piste de recherche ouverte au début des années 2000. A partir d'un module de questions intégrées dans l'enquête EU-SILC/PSELL-3, il a permis de dresser un portrait de la solidarité intergénérationnelle au Luxembourg et de situer ce pays dans le contexte européen. Il révèle plusieurs résultats inédits à propos des solidarités intergénérationnelles au Luxembourg ainsi que les limites de la solidarité qui pourraient s'avérer problématiques pour la cohésion sociale dans l'éventualité où l'on chercherait à transférer aux familles une plus grande part de responsabilités parmi celles qui échoient actuellement à l'État social. Le fait de mener simultanément les deux projets INTERGEN et VALCOS a permis d'approfondir les analyses et de faire émerger de nouvelles problématiques.

Enfin, les travaux menés dans le cadre du projet national Culture (voir ci-dessous) ont fait l'objet de présentations lors de conférences académiques internationales.

RECHERCHE NATIONALE

En partenariat avec le CEPS/INSTEAD, le Ministère de la Culture (MC) a développé et financé le programme «Pratiques culturelles au Luxembourg», outil d'observation visant à mesurer les évolutions de diffusion des différentes pratiques culturelles et du profil des publics au cours du temps. Les « Enquêtes Culture », réalisées tous les dix ans (1999 et 2009), constituent le principal instrument de suivi des comportements culturels au Luxembourg. En 2011, le rapport final de l'enquête *Culture* 2009 a été remis au MC. Il a permis une analyse approfondie des pratiques culturelles des différents segments de la population et une mesure de l'évolution de la plupart d'entre elles depuis 1999. Une note de synthèse des premiers résultats de l'enquête a été publiée qui met en avant la consécration de la culture de l'écran, le déclin ou la stagnation des médias plus traditionnels et la hausse de la participation culturelle. Une autre partie des travaux a porté sur l'analyse des associations culturelles à partir de l'enquête sur le secteur associatif de l'Œuvre Nationale de Secours Grande-duchesse Charlotte, réalisée par le CEPS/INSTEAD en 2009 dans le cadre du projet Philanthropie. Par leur nombre, les associations culturelles occupent la première place du secteur associatif luxembourgeois et concernent le plus grand nombre de personnes et le public le plus diversifié. Cette étude a mis en lumière leurs caractéristiques, leur fonctionnement et les défis qui se posent actuellement à elles.

L'interconnexion entre les projets réalisés au sein de l'axe, a pu être valorisée puisque certains résultats du projet VALCOS liés à la qualité de vie et au bien-être ont pu être développés lors de la Conférence européenne ESSnet Culture, coordonnée par le MC, et mis en perspective avec la participation culturelle.



SOCIÉTÉ CIVILE

La contribution de l'axe « Liens sociaux » aux débats menés dans la société civile concerne l'ensemble des projets qui y sont développés tant du point de vue de la recherche académique que nationale. Outre les publications dans la collection Les Cahiers du CEPS/INTEAD, elle prend la forme de participations à des colloques, conférences et débats nationaux. Ainsi, des résultats spécifiques du projet INTERGEN ont été présentés aux Journées d'échanges du secteur social « L'intergénérationnel, loger et vivre ensemble » organisées par Resonord. Des résultats thématiques du projet PHILANTHROPIE sur le secteur associatif ont été présentés à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte lors de différentes tables rondes.

L'index de cohésion sociale VALCOS a été présenté lors des ateliers organisés par le Conseil Economique et Social et le Conseil Supérieur du Développement Durable dans le cadre du projet PIBien-être et figure parmi les propositions d'indicateurs reprises dans le rapport technique. Il a également donné lieu à une présentation lors de la conférence sur le dialogue social au Luxembourg, Actualités et perspectives (CEPS/INSTEAD, STATEC, Institut Pierre Werner, Ministère du Travail). Sur la question plus spécifique des attitudes et comportements selon le genre, un rapport sur le choix des domaines de formation selon le genre et l'orientation encore faible des jeunes filles vers les domaines scientifiques a été remis aux partenaires sociaux.

Des publications à destination du grand public permettent d'assurer l'information de la société civile des derniers résultats dans le domaine de recherche du projet CULTURE.

Enfin, les principaux résultats d'enquêtes nationales menées au sein de l'axe sont mis à disposition de la société civile. Cette démarche a débuté par la mise en ligne des résultats des enquêtes ESS Luxembourg 2004, EVS Luxembourg 2008, et se développe avec celle des principaux résultats de l'enquête Culture 2009 sur le site <http://lisoc.ceps.lu>

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

L'enquête européenne *European Values Study* (EVS) réalisée en 2008 et les enquêtes nationales *Culture* et *Philanthropie* menées en 2009 constituent les principaux supports de recherche.

L'axe LISOC a principalement développé un index VALCOS de mesure de la cohésion sociale qui a fait l'objet d'une présentation à la conférence OCDE « cohésion sociale et développement » (Paris, 20-21/01/2011). Cet index couvre les domaines politique et socioculturel dans leurs dimensions formelles (attitudes) et substantielles (comportements). Les résultats montrent des relations significatives robustes avec de nombreux indicateurs macro généralement utilisés par la communauté scientifique.

La base de données Culture 2009 a été dotée d'un grand nombre d'indicateurs statistiques spécifiquement conçus pour les besoins de l'analyse des données sur les pratiques culturelles de 2009 mais également pour mener des travaux de comparaison avec les données de 1999.

La base de données EVS Luxembourg 2008 continue d'être enrichie de nouveaux indicateurs au fur et à mesure du développement des recherches.

PARTENAIRES

- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > Ministère de la Culture (Luxembourg)
- > STATEC (Luxembourg)
- > IGSS (Luxembourg)
- > Leuven University (Belgique)
- > Tilburg University (Pays-Bas)
- > University of Siena (Italie)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

BARTOLINI Stefano, SARRACINO Francesco

Happy for How Long? How Social Capital and GDP relate to Happiness over Time. *Quaderni del Dipartimento di Economia Politica e Statistica*, 2011, n°621, pp. 1-49.

BORSENBARGER Monique, CASSILDE Stéphanie, LAMOUR Christian, BARDES Julia, VANNI Laureen, VILLERET Anne.

Les Pratiques culturelles au Luxembourg en 2009. Rapport pour le Ministère de la Culture, CEPS/INSTEAD, 2011.

DICKES Paul, VALENTOVA Marie, BORSENBARGER Monique.

A multidimensional assessment of social cohesion in 47 European countries. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working paper n°2011-07, 20 p.

FLEURY Charles.

Migration et solidarité intergénérationnelle : le cas des immigrants portugais du Luxembourg. *Lien social et politiques*, 2011, n°64, pp. 95-111.

KLEIN Carlo.

La cohésion sociale nous rend-elle heureux ? *Annales de l'Athénée de Luxembourg*, 2011, vol. 4/2010-2011, pp. 318-321.

LEJEALLE Blandine.

Le Choix d'un domaine de formation. Pourquoi les filles choisissent-elles moins souvent un domaine scientifique que les garçons ? Rapport réalisé pour les partenaires sociaux (LCGB, OGBL, UEL) CEPS/INSTEAD, 2011.

MIKUCKA Malgorzata.

Homemaking and women's well-being in Europe. Effect of divorce risk, selection and dominating gender-role attitudes. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-09, 44 p.

SARRACINO Francesco.

Money, sociability and happiness: are developed countries deemed to social erosion and unhappiness? *Social Indicators Research*, 2011, 53 p. (Online first)

VALENTOVA Marie.

Parental Leave Take up in Luxembourg. *Social Policy and Society*, 2011, vol. 10, n°2, pp. 123-138.

VOICU Bogdan.

Methodology. In: PAUNESCU Mihai, VLASCEANU Lazar, MIROIU Adrian (Eds.). *The Quality of Romanian Higher Education*. Iasi: Polirom, 2011, pp. 71-75.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

AXE
5SANTÉ, VIEILLISSEMENT ET
AUTONOMIE

Dans un contexte avéré de vieillissement de la population, les recherches au sein de ce nouvel axe s'articulent autour de la question centrale de l'autonomie des personnes âgées au Luxembourg.

À cette fin, dans une première phase, l'essentiel des travaux chercheront à développer davantage les méthodologies existantes de mesure de l'état de santé global d'une population en tenant compte de ses trois principales dimensions : la santé physique, la santé mentale et la santé sociale. Dans une deuxième phase, les travaux auront pour objectif l'identification et l'analyse des déterminants et des facteurs de risque de l'état de santé ainsi que la modélisation dynamique de l'état de santé des personnes âgées.

**RESPONSABLE****Uwe WARNER**uwe.warner@ceps.lu**ÉQUIPE**

Marie-Noel PI ALPERIN

Nathalie LORENTZ

Günther SCHMAUS

Anastase TCHICAYA

ACTUALITÉS 2011

Au Luxembourg, comme dans la plupart des pays développés, la proportion de personnes âgées dans la population va croître, notamment du fait à un allongement de l'espérance de vie (CE, 2010).

.....

Ce changement démographique aura un impact fondamental sur l'économie, l'organisation de la société et les impératifs politiques. Plus précisément, on pourrait s'attendre à ce qu'une société comptant un plus grand nombre de personnes âgées soit une société moins dynamique en termes économiques et intellectuels. De plus, il est possible d'envisager une augmentation des transferts des ressources entre les générations au titre des dépenses de soins de santé. Cependant, l'impact du vieillissement de la population sur le dynamisme de la société, sur l'évolution des maladies associées à l'âge et, en conséquence, sur les dépenses de santé, dépendra de l'évolution de l'état de santé des personnes arrivant à la fin de leur vie active.

Au-delà du mouvement de vieillissement général de la population, la part des personnes très âgées va aussi augmenter sensiblement dans l'avenir. Ce phénomène entraînera l'accroissement de la proportion d'individus susceptibles de se trouver en état de dépendance, supposant des prestations adaptées à cet état particulier. La notion de dépendance, qui renvoie à l'idée d'un besoin en soins de santé mais aussi à celle d'aide et d'assistance des personnes dans la réalisation des actes de leur vie quotidienne, est fortement liée à l'âge, mais également au parcours de santé de chaque personne prise individuellement.

Par conséquent, il est important d'étudier l'évolution de certaines maladies associées à l'âge, l'évolution de la consommation de soins médicaux, et l'évolution des aides formelles pour les personnes dépendantes. Ceci, dans le but d'anticiper l'impact du vieillissement de la population sur la demande et la composition des services de dépendance, ainsi que sur les budgets publics.

Il y a une tradition de longue date au CEPS/INSTEAD d'examiner la population sur une variété de domaines sociaux comme le revenu, l'emploi, la pauvreté et la politique familiale. Cependant, peu a été fait en ce qui concerne la santé de la population.

LES DONNÉES DE SANTÉ PUBLIQUE

Compte tenu du manque de données consolidées dans le domaine de la santé publique, un partenariat étroit est prévu avec l'IGSS ; il permettra, entre autres, d'exploiter les *données administratives* (notamment celles concernant l'Assurance Dépendance) afin de s'engager dans la recherche compétitive. Conjointement aux données de l'IGSS, les données SHARE et EuroREACH constituent la base fondamentale pour la réalisation de la recherche en santé publique au Luxembourg, dans un contexte national et de comparaisons internationales.

L'enquête SHARE (*Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe*)¹ est la première enquête européenne multidisciplinaire (qui intègre les sciences économiques, la médecine et les sciences sociales) portant sur la santé, la retraite et la situation économique des personnes âgées de 50 ans et plus. Les informations collectées sont essentiellement des données sur l'état de santé physique, mentale, la consommation médicale, le contexte familial, le capital social et le statut socioéconomique des personnes de plus de 50 ans.

EuroREACH est un projet européen qui se propose de développer l'accès à des données de soins de santé dans le domaine de la santé au niveau international pour développer la recherche comparative, notamment en matière de maladies chroniques. En effet, en raison du vieillissement de la population et du progrès médical et technologique, les pays européens sont de plus en plus confrontés au poids des dépenses engendrées par les maladies chroniques.

L'ÉTAT DE SANTÉ DES GROUPES DE POPULATION AU LUXEMBOURG

La première piste de recherche propose d'explorer les liens existants entre différents groupes de la population (par sexe, âge, situation socioprofessionnelle, niveau de scolarité, niveau de revenu, nationalité, entre autres) et leur état de santé. Plus précisément, nous allons distinguer d'une part l'influence indirecte de la stratification sociale sur les inégalités de santé en recourant aux mesures de la situation socioéconomique et des conditions de travail ; et d'autre part, l'influence directe du comportement individuel sur les inégalités expliquées par des habitudes de soins et des styles de vie.

¹ L'enquête SHARE, initiée en 2002, concerne plus de 45000 personnes âgées de plus de 50 ans. La première vague, réalisée en 2004, comptait 11 pays. La quatrième vague, 2010-2011, a concerné 21 pays.

En particulier, cette recherche va s'intéresser à comparer l'état de santé entre i) des résidents selon l'origine géographique et des immigrants avec ii) celui des résidents du pays d'origine de ces immigrants. En effet, au-delà des effets de la migration, le fait d'être d'origine étrangère peut être source de disparités d'état de santé au travers de la situation sociale occupée par les migrants dans le pays d'accueil, notamment dans l'accès aux droits au travail et aux soins. En outre, la moindre connaissance du système de soins, la moindre maîtrise de la langue et les difficultés de communication avec les professionnels de santé peuvent également impliquer une réponse différenciée du système de soins face aux problèmes de santé.

LA MESURE MULTIDIMENSIONNELLE DE LA SANTÉ

La définition de l'Organisation Mondiale de la Santé (1948) spécifie que la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. Ainsi, mesurer l'état de santé s'effectue à partir des mesures dites 'objectives' de la santé, comme la mortalité ou la morbidité diagnostiquées, et des mesures aux caractères plus 'subjectifs', comme la santé perçue. Mesurer la santé de manière multidimensionnelle est une des principales pistes de recherche de cet axe. Plus précisément, il s'agit d'étudier la façon selon laquelle les trois principales dimensions de santé (physique, mentale, sociale) peuvent être agrégées dans un seul indicateur. Un tel indicateur permettra d'évaluer l'état de santé global de la population ainsi que l'état de santé par rapport à chaque dimension séparément.

Ces indices permettront de mesurer et d'identifier les inégalités de santé entre différents «groupes» de population, entre les principales «dimensions» de santé et entre les différents couples «dimension/groupe».

Après avoir mesuré les inégalités multidimensionnelles de santé, il conviendra de les expliquer. En se basant sur des *données administratives* de l'IGSS et des *données d'enquête*, nous chercherons à mesurer les déterminants des inégalités socioéconomiques de santé au Luxembourg. Ainsi, les conditions de vie présentes (telles

que la pauvreté, les conditions de logement, et de travail) ou passées (telles que la nutrition dans l'enfance, ou le suivi périnatal, les modes de vie, tels la consommation d'alcool et de tabac, le manque d'hygiène alimentaire et la sédentarité, les recours aux soins et les facteurs héréditaires) seront prises en compte afin de modéliser l'association entre les déterminants et les indicateurs de santé. L'idée étant d'éclairer l'origine des différences entre les groupes de population ou dimensions de santé.

L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES

La dépendance est l'aide apportée par un tiers à une personne âgée dépendante afin de satisfaire l'accomplissement des actes nécessaires à la vie quotidienne. Au Luxembourg, l'Assurance Dépendance a été mise en place pour permettre aux personnes dépendantes de bénéficier de prestations qui leur offrent une plus grande autonomie dans leur vie quotidienne, notamment en favorisant leur maintien à domicile.

De nos jours, on constate une augmentation importante du taux d'activité des femmes. Ceci conduit à une réduction de l'aide informelle potentielle et, par conséquent, à une augmentation de la demande des aides formelles. Dans ce contexte, différentes pistes de recherche se précisent sur la base d'une première étude descriptive. Cette étude consistera, premièrement, à analyser la composition des différents services proposés aux personnes (mobilité, hygiène et nutrition). Deuxièmement, l'étude portera sur la description des inégalités spatiales et la situation familiale des personnes âgées face à la dépendance. Plus précisément, dans quelle mesure les disparités d'accessibilité impactent sur le niveau des prestations de l'Assurance Dépendance ?

A partir de *données administratives* de l'IGSS et à l'aide des techniques économétriques adaptées et de modèles de microsimulation dynamiques, nous estimerons l'évolution de l'état de santé des personnes dépendantes et plus particulièrement certaines pathologies : démence, maladie de Parkinson et accidents vasculaires. Cela permettra également d'anticiper l'évolution de la consommation de soins et de médicaments, celle de la demande d'aide formelle et informelle et de mesurer l'impact de ces évolutions sur les budgets publics.

PARTENAIRES

- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > CRP-Santé (Luxembourg)
- > STATEC (Luxembourg)
- > BCL (Luxembourg)
- > Ministère de la Santé (Luxembourg)
- > Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Luxembourg)
- > IGSS (Luxembourg)
- > SHARE (Allemagne)
- > Max-Planck Institut für Sozialrecht und Sozialpolitik (Allemagne)
- > European Centre for Social Welfare Policy and Research (Autriche)
- > OECD (Paris)
- > Leuven University KUL (Belgique)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

DIA Modou, TCHICAYA Anastase.

Mesure de l'influence des facteurs socioéconomiques sur l'obésité: regards croisés des modèles logistiques et quantiles. In : TREMBLAY Marie-Eve, LAVALLEE Pierre, EL HAJ TIRARI Mohammed (Sous la dir.). *Pratiques et Méthodes de sondage*. Paris : DUNOD, 2011, pp. 49-53.

PI ALPERIN Maria Noel, BERZOSA Guayarmina.

A fuzzy logic approach to measure overweight. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-55, 24 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie.

Disparités sociales de mortalité au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-37, 32 p.

TCHICAYA Anastase, DEMAREST Stefaan*, LORENTZ Nathalie.

Comparaison internationale des inégalités sociales de santé en Europe : Cas du Luxembourg avec 23 autres pays. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-23, 24 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie.

De l'influence de la précarité sur les inégalités de santé au Luxembourg? In : MASQUELIER B. et EGGERICKX T. (sous la direction de). *Chaire QUETELET 2007 : Dynamiques de pauvreté et vulnérabilités en démographie et en sciences sociales*. Centre de recherche en démographie et sociétés / Université catholique de Louvain, 2011, pp. 409-426.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie.

Capital social et santé : quelles relations pour les résidents du Luxembourg ? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-46, 24 p.

TCHICAYA Anastase, LORENTZ Nathalie.

Inégalités sociales dans le renoncement aux soins de santé et dans leur utilisation. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-19, 56 p.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

AXE
6COOPÉRATION SCIENTIFIQUE
AFRIQUE - LUXEMBOURG POUR LE
DÉVELOPPEMENT

L'axe de recherche Coopération scientifique Afrique - Luxembourg pour le Développement (Anciennement «AFRILUX») du CEPS/INSTEAD a pour objectif l'étude des comportements et des conditions de vie des ménages et des individus dans les pays en voie de développement.

De façon plus particulière, nos recherches concernent le marché du travail, l'éducation, la santé et la pauvreté. Le genre constitue une dimension transversale de l'axe. Autant que possible, les études sont réalisées en collaboration avec des chercheurs des pays sur lesquels portent les études, avec une volonté explicite de renforcer les capacités de recherche locale d'une part, et d'autre part, de diffuser le plus largement possible les résultats des recherches auprès des différents acteurs de développement des pays concernés. Une autre ligne directrice est de favoriser la recherche dans les pays cible de la coopération luxembourgeoise et le développement d'un partenariat avec les acteurs du développement au Luxembourg (Direction de la coopération, Lux-Development, ONG intervenant dans les pays en développement).

**RESPONSABLE****Mathias KUEPIE**mathias.kuepie@ceps.lu**ÉQUIPE**

Cindy BENTO-LOPES

Ousmane FAYE

Sandrine KOISSY-KPEIN

Moustapha KONÉ

Nicaise MISANGUMUKINI

Michel TENIKUE

ACTUALITÉS 2011

Au courant de l'année 2011, les activités de recherche menées dans cet axe de recherche ont précisément porté sur les déterminants microéconomiques de l'éducation et du travail des enfants, sur l'analyse du marché du travail et enfin l'analyse de l'impact des contraintes liées à l'information et aux ressources sur l'adhésion à la micro-assurance en Afrique. Des activités de création de bases de données et de renforcement des capacités ont également été réalisées.

LES DÉTERMINANTS MICROÉCONOMIQUES DE L'ACCÈS À L'ÉCOLE ET DE LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Dans les pays en développement, beaucoup d'enfants quittent encore l'école sans avoir accumulé les connaissances et les compétences nécessaires à l'accroissement de la productivité individuelle. Ce thème vise à éclairer le débat sur l'effet des facteurs d'offre et de demande d'éducation sur la réussite scolaire en Afrique. Au cours de l'année 2011, une première ligne d'analyse a porté sur la mesure de l'impact des comportements de fécondité sur la réussite scolaire des enfants. Selon le modèle Beckérien, la demande de la quantité d'enfants (fécondité) et l'investissement dans leur qualité (par exemple la scolarisation) sont simultanément déterminés, par conséquent, une mesure directe du lien entre fécondité et scolarisation produirait des résultats fallacieux. Nous avons tenu compte de cet écueil soit à travers l'utilisation de variables instrumentales, soit en nous focalisant spécifiquement sur des « chocs » de fécondité non anticipés par les ménages. Les analyses montrent qu'une fécondité élevée ou non planifiée handicape de façon significative la réussite scolaire des enfants.

En plus des chocs de fécondité, les ménages des pays en développement sont exposés à d'autres types de chocs, d'ordres économique ou climatique. Une étude sur le cas spécifique du Sénégal montre que même si les ménages les plus exposés anticipent ces chocs en réduisant leur fécondité, une fois les chocs survenus ils n'ont d'autres choix que de faire contribuer les enfants à la génération des ressources du ménage au détriment de leur scolarisation.

Le travail des enfants constitue, en soi, une cause de la sous-scolarisation en Afrique et surtout des filles. L'hypothèse dite d'axiome de luxe postule que la pauvreté est la cause première de la présence d'enfants sur le marché du travail. Toutefois, cette idée, qui semble relever du bon sens, n'est pas toujours vérifiée dans les études, à tel point que certains auteurs parlent du paradoxe du bien-être pour qualifier la situation où le risque de travail des enfants est plus faible chez les plus pauvres que dans les ménages au niveau de vie plus élevé. Partant des données Multiple Indicators Clustered Surveys (MICS) produites par l'UNICEF, il est montré comment il est difficile de définir une règle unique pour ce qui concerne le lien entre travail des enfants et richesse du ménage. Des travaux, portant sur huit pays d'Afrique subsaharienne, montrent que le lien entre travail des enfants et la situation socio-économique du ménage varie suivant le sexe de l'enfant et le type d'activité concernée (activité génératrice de revenu en dehors du ménage, activité domestique, activité agricole, etc.).

Si les études précédentes considèrent le ménage comme une unité de décision et de consommation, avec une fonction d'utilité unitaire, que se passe-t-il lorsque l'on questionne cette hypothèse et que l'on construit des fonctions d'utilités distinctes entre conjoints au sein d'un même ménage ? Une analyse portant sur les ménages polygames de Guinée montre que l'hypothèse du modèle unitaire, avec ses corollaires sur l'homogénéité des préférences et la mise en commun des ressources du ménage dans un pot commun est rejetée par les données. En effet, il ressort de l'analyse que chacune des conjointes utilise préférentiellement ses propres ressources pour la scolarisation de ses propres enfants.

MARCHÉ DU TRAVAIL, CAPITAL HUMAIN ET RÉSEAUX SOCIAUX

À côté du fait de recourir de façon significative à la main-d'œuvre enfantine, le marché du travail dans les pays en développement présente également la particularité d'être peu performant aussi bien en termes d'insertion des jeunes (notamment les plus diplômés) qu'au niveau des rendements de l'éducation. Une étude sur le marché

du travail dans les deux métropoles congolaises (Pointe-Noire et Brazzaville) montre ainsi que les jeunes sont très exposés au chômage, même quand ils ont atteint le niveau post secondaire. Malgré le fait que l'éducation ne protège pas contre le chômage, cette étude permet également de mettre en évidence le caractère convexe des rendements de l'éducation, c'est-à-dire que les dernières années du lycée et du supérieur sont les plus rentables alors que les rendements du primaire sont généralement plus faibles. Cette convexité s'observe même dans le secteur informel dans lequel l'éducation (certes sur des niveaux de départ relativement faibles) est également un important déterminant des gains. Ces résultats ne sont pas spécifiques au Congo Brazzaville mais ont également été mis en évidence dans d'autres grandes villes Africaines.

Si le capital humain semble être un important déterminant de gain sur le marché du travail, d'autres formes de capitaux peuvent jouer un rôle important, notamment pour les acteurs du secteur informel qui n'ont que difficilement accès aux moyens de financement modernes de leurs activités. C'est le cas du réseau social constitué de membres de la famille proche ou de la parenté de façon générale. Dans le projet CROSSTRAD, nous nous interrogeons sur l'efficacité du recours aux réseaux informels sur la performance économique des petits et grands commerçants nigériens de Gaya de et de Birni N'Konni frontaliers du Bénin et du Nigéria. Au cours de l'année 2011, une analyse quantitative a permis de quantifier l'importance des marchés frontaliers des deux localités par rapport aux flux entrants et sortants du Niger et d'identifier un certain nombre de produits considérés comme importants pour l'économie régionale frontalière.

LES DÉTERMINANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA MICRO-ASSURANCE

Alors que les risques sanitaires sont très importants en Afrique, l'assurance maladie n'est accessible qu'à une petite minorité de la population ; les ménages et les individus devant très souvent compter sur eux-mêmes ou sur leurs proches en cas de maladie. Mais depuis quelques années, on note des tentatives de divers acteurs du développement (Etats, ONG, associations, etc.) pour

mettre en place des mutuelles de santé. Une étude sur ce sujet à Thies au Sénégal montre qu'alors que la micro-assurance présente de nombreux avantages, le taux d'adhésion reste faible. Afin d'en comprendre les raisons, un dispositif d'évaluation d'impact randomisé a été mis en place en 2011. A un des sous-groupes, on a administré une campagne d'Information Education Communication (IEC) sur les avantages de l'assurance santé et le fonctionnement des mutuelles et à un autre, on a donné un incitant financier. Les analyses montrent que seul l'incitant financier joue positivement sur le niveau d'adhésion.

DÉVELOPPEMENT DE BASES DE DONNÉES ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Un de nos objectifs est de contribuer à la constitution de bases de données sur les pays en développement et au renforcement des capacités des statisticiens de ce pays.

Pour ce qui concerne le premier point, nous avons procédé à la reconstitution de fichiers exploitables des données des enquêtes maliennes agricoles et de conjoncture de 1998 à 2006. Nous avons également participé, en partenariat avec DIAL et l'INSEE, au lancement d'un projet dont l'objectif est l'intégration des données du secteur informel dans la comptabilité nationale et la création d'un compte satellite du secteur informel dans un certain nombre de pays en développement. Nous avons également contribué, toujours en collaboration avec DIAL, à la mise en place d'une base de données intégrant la plupart des enquêtes (conditions de vie, démographiques, emplois, Recensements) réalisées au Cameroun, Sénégal et Mali des années 1980 aux années 2000, dans le cadre du projet « Migrations, Marché du travail et dynamique démographiques » (MIMADEM).

Quant au renforcement des capacités des chercheurs et statisticiens des pays en développement, nous avons animés, lors des ateliers du projet MIMADEM des sessions de formations en économétrie et d'initiation au traitement de données complexes. Nous avons également accueilli, via le financement du FNR, deux chercheurs du Sud qui ont travaillé avec nous sur les thèmes de l'axe.

PARTENAIRES

- > DIAL (Développement Institutions et Mondialisation) (France)
- > INSTAT (Institut National de la Statistique du Mali) (Afrique)

SÉLECTION DES PUBLICATIONS

FAYE Ousmane, BASCHIERI Angela, FALKINGHAM Jane, MUINDI Kanyiva.

Hunger and Food Insecurity in Nairobi's Slums: An Assessment Using IRT Models. *Journal of Urban Health*, 2011, Vol. 88, n°2, pp. 235-255.

FAYE Ousmane, Cisse Fatou.

The effects of migration on children's activities in households at origin: Evidence from Senegal. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-58, 28 p.

KOISSY-KPEIN Sandrine

Bien-être subjectif des ménages et Arbitrage entre travail et scolarisation des filles et des garçons, *STATECO* n°106, 2011 (à paraître).

KUEPIE Mathias, TENIKUE Michel, NOUETAGNI Samuel, MISANGUMUKINI Nicaise.

Number of siblings and school achievement in sub Sahara Africa. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-31, 28 p.

KUEPIE Mathias.

L'accès à la responsabilité familiale à Yaoundé. Evolution intergénérationnelle et facteurs explicatifs. Editions universitaires européennes, 2011, 344 p.

KUEPIE Mathias, NORDMAN J. Christophe.

Éducation et marchés du travail à Brazzaville et Pointe Noire (Congo-Brazzaville), DT DIAL, 2011, n° 11, 43 p.

VERHEYDEN Bertrand, FAYE Ousmane.

Fertility and Child Occupations: Theory and Evidence from Senegal. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-59, 28 p.

WALTHER Olivier

Traders, agricultural entrepreneurs and the development of cross-border regions in West Africa. *Entrepreneurship and Regional Development* (accepted for publication)

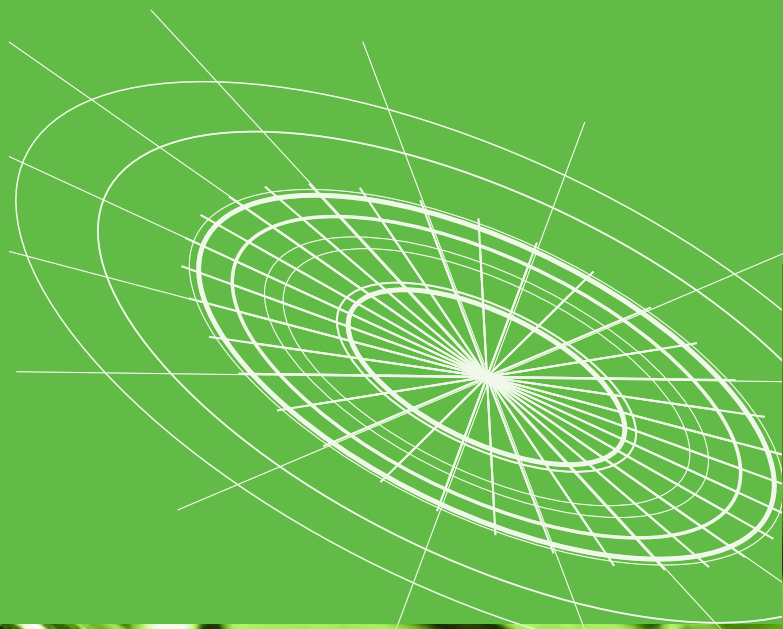
RETAILLE Denis, WALTHER Olivier.

Spaces of uncertainty: a model of mobile space in the Sahel. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 2011, vol. 32, n°1, pp. 85-101.



PÔLE DE RECHERCHE

GEOGRAPHIE & DEVELOPPEMENT





SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

Axe 1 : Habitat & formes d'urbanisation

Axe 2 : Intégration métropolitaine transfrontalière

Axe 3 : Mobilité résidentielle et quotidienne

Axe 4 : Développement territorial



La thématique principale, qui anime depuis plusieurs années le pôle de recherche GEODE, est celle de la durabilité du processus de métropolisation et de ses formes particulières d'organisation morphologique, sociale, politique et économique générées dans le contexte spécifique des régions transfrontalières.

Ainsi, dans le cadre du premier programme pluriannuel 2008-2010, il nous a été possible de souligner la pertinence du champ de recherche spécifique de la métropolisation, notamment grâce à la mobilisation de différentes grilles de lecture théoriques des sciences sociales et de méthodes en recherche appliquée telles que la gouvernance, la périurbanisation, la centralité, la ségrégation, la mobilité quotidienne ou encore la prospective territoriale, pour n'en citer que quelques-unes. Ces grilles ont permis la (dé)construction du concept de métropolisation, qui correspond, pour le résumer simplement, au processus moderne d'urbanisation.

Or, dans le cadre luxembourgeois, et cela participe au deuxième temps de notre réflexion qui alimente le programme pluriannuel 2011-2013, il est évident que cette métropolisation revêt un caractère hybride dans son inscription morphologique, fonctionnelle et institutionnelle, à savoir sa dimension transfrontalière. La redéfinition progressive des fonctions dévolues aux frontières, tant au niveau européen (le Luxembourg étant pour notre pôle un cas-type emblématique) que dans d'autres pays, permet ainsi d'observer les transformations des processus de production des métropoles transfrontalières et de leurs modes de régulation. L'ouverture des frontières génère en effet des avantages concurrentiels propres à chaque région frontalière, qui se traduisent par des comportements particuliers en termes de mode d'habitat, de déplacement, mais également d'organisation politique des nouvelles territorialités qui se dessinent.



Patrick BOUSCH

patrick.bousch@ceps.lu

Responsable du pôle de
recherche Géographie &
Développement

Les différents projets d'étude et de recherche du pôle s'organisent autour de quatre axes thématiques qui sont :

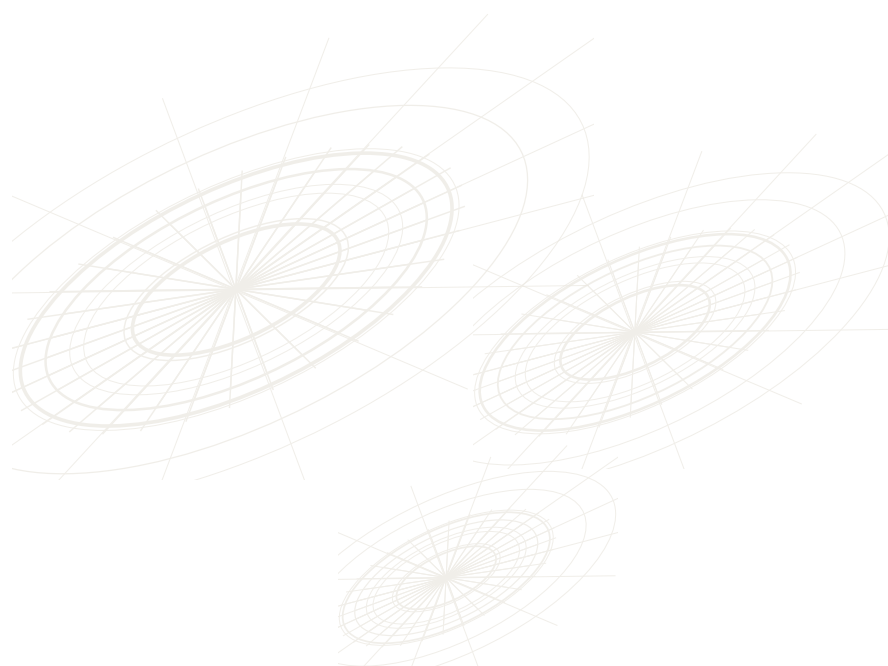
- > Habitat & formes d'urbanisation
- > Intégration métropolitaine transfrontalière
- > Mobilité résidentielle et quotidienne
- > Développement territorial

AXE
1

HABITAT & FORMES D'URBANISATION

Cet axe de recherche se concentre sur les formes d'urbanisation et l'habitat, qui peuvent être considérées comme une production sociale et sociétale définie, gérée et préservée selon différentes priorités et différents acteurs (ou groupes d'acteurs). L'objectif de cet axe vise à comprendre, dans un contexte de métropolisation au Luxembourg, les modalités selon lesquelles les milieux de vie se développent et sous quels potentiels et contraintes.

L'habitat et les milieux de vie sont abordés selon trois thématiques. Premièrement, les facteurs économiques sont explorés à travers le marché du logement (les prix du foncier et des logements) et les rôles des différents acteurs (décideurs, promoteurs, etc.). Deuxièmement, les pratiques résidentielles sont analysées selon les choix et préférences résidentielles, ainsi qu'avec les dynamiques de différenciation et de concentration au sein des milieux de vie. Enfin, les effets des politiques et des cadres normatifs sont abordés selon la réglementation urbanistique encadrant les milieux résidentiels.



ACTUALITÉS 2011

Les travaux de recherche menés en 2011 dans cet axe se sont organisés autour de trois thèmes.

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Tout d'abord, le projet DESTINY, cofinancé par le FNR et la Politique Scientifique Belge (BELSPO), visait à étudier les inégalités sociales selon une approche individuelle et longitudinale dans le cadre d'une comparaison entre le Luxembourg et la Belgique. La quatrième année de ce projet a notamment permis l'élaboration d'une méthodologie originale pour évaluer l'évolution des inégalités sociales sur un territoire. Ensuite, des travaux de recherche ont été entamés dans le cadre du projet CAPIMMO pour analyser les évolutions récentes du coût du logement et de son poids dans le budget des ménages, en utilisant des indicateurs de «taux d'effort» des ménages et en travaillant à la conception d'indicateurs alternatifs de «housing stress». Enfin, le projet HEDOLUX, débuté en 2011, propose de développer une modélisation hédonique des prix de l'immobilier résidentiel au Grand-Duché, en valorisant notamment les bases de données produites par l'Observatoire de l'Habitat. L'objectif est notamment d'analyser l'existence d'une segmentation des marchés de l'immobilier et d'en expliquer les déterminants. Les travaux réalisés en 2011 dans le cadre des projets CAPIMMO et HEDOLUX seront poursuivis et valorisés en 2012.

RECHERCHE NATIONALE

L'Observatoire de l'Habitat, service du Ministère du Logement confié au CEPS/INSTEAD, a pour mission, depuis 2003, de collecter, d'analyser et de diffuser des informations sur le logement et l'habitat. Il est chargé en particulier du suivi des prix immobiliers à la vente et à la location, ainsi que de l'analyse du potentiel foncier et de la consommation foncière au Grand-Duché de Luxembourg. En 2011, deux Notes de l'Observatoire de l'Habitat ont ainsi été publiées : l'une consacrée aux choix de logement des résidents luxembourgeois et étrangers, et l'autre analysant la capacité d'accéder à la

propriété d'un logement pour les ménages locataires au Luxembourg. L'Observatoire de l'Habitat a également publié un document hors-série consacré à l'étalement urbain au Grand. Les membres de l'axe participent aussi à la réalisation d'un Monitoring du Pacte Logement, commandité par le Ministère du Logement.

Un rapport sur le développement urbain au Luxembourg a également été remis au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Cette recherche s'est appuyée sur une étude approfondie d'un échantillon de Plans d'Aménagement Particuliers (PAP), examinés selon la mesure de leur densité résidentielle et la rationalité dans l'utilisation des sols.

Par ailleurs, les membres de l'axe ont mené à terme la mission confiée par la Ville de Luxembourg de réaliser une enquête administrative auprès des propriétaires d'immeubles et de parties d'immeubles sis à Luxembourg-Ville. Cette enquête a permis d'estimer la proportion de logements vacants, ainsi que celle de logements utilisés à d'autres fins que l'habitation. Elle a également permis la collecte des données nécessaires à la réalisation d'un cadastre des loyers de la Ville de Luxembourg.

Enfin, les chercheurs de l'axe ont contribué au projet « Habitreg.net » (projet INTERREG IV-A), s'intéressant à l'évolution des territoires ruraux frontaliers et cherchant à appréhender les besoins d'habitat dans ces milieux. Dans ce cadre, le CEPS/INSTEAD a réalisé une synthèse des tendances sociodémographiques et de leurs impacts sur l'habitat dans la région Nord du Luxembourg.

SOCIÉTÉ CIVILE

La contribution de l'axe « Habitat & formes d'urbanisation » à la société civile est particulièrement perceptible à travers l'Observatoire de l'Habitat. Ses travaux sont en effet diffusés au travers de publications « grand public » et par le biais de son site internet : <http://observatoire.ceps.lu>. Un grand nombre de statistiques et d'indicateurs sont ainsi disponibles sur le site internet, en particulier à l'échelle communale. Les travaux de l'Observatoire de l'Habitat ont également été présentés lors de la Semaine Nationale du Logement en octobre 2011.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

L'Observatoire de l'Habitat est en charge depuis 2003 de la collecte, de l'analyse et de la diffusion d'informations sur le logement. Il a donc été chargé de la création et de l'alimentation régulière d'un certain nombre de bases de données ayant trait au marché du logement. Il est chargé du suivi trimestriel des prix annoncés des logements à la vente et à la location (issus des annonces immobilières), ainsi que des prix enregistrés des appartements (issus des actes notariés). Il est également chargé de la mise à jour périodique d'indicateurs sur le potentiel foncier, la consommation foncière et la densité résidentielle sur les terrains consommés. Enfin, l'Observatoire de l'Habitat a conçu et met à jour chaque année une série d'indicateurs de confort des logements, construits à partir de l'enquête PSELL-3/EU-SILC réalisée par le CEPS/INSTEAD en collaboration avec le STATEC.

Par ailleurs, les travaux de recherche menés dans le cadre du projet DESTINY ont permis la création d'une méthodologie originale pour évaluer l'évolution des inégalités sociales sur un territoire. Des travaux de recherche sur une modélisation hédonique des prix de l'immobilier résidentiel ont également été entamés en 2011.

**RESPONSABLE****Sébastien LORD**sebastien.lord@ceps.lu**ÉQUIPE**

Gaby DRAGUT

Gaëtan de LANCHY

Julien LICHÉRON

Clémence POUGET

PARTENAIRES

- > Ministère du Logement (Luxembourg)
- > Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région (via la Direction de l'Aménagement communal et du développement urbain). (Luxembourg)
- > Administrations communales (Luxembourg)
- > Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Département de l'Aménagement du Territoire) (Luxembourg)
- > Administration du Cadastre et de la Topographie (ACT) (Luxembourg)
- > Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED). (Luxembourg)
- > Ville de Luxembourg (Luxembourg)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

LANCHY (de) Gaëtan.

Les locataires peuvent-ils acheter plus facilement un logement correspondant à leurs besoins en 2009 qu'en 2005 ? CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement – Observatoire de l'Habitat, 2011, coll. La Note de l'Observatoire de l'Habitat n°17, 6 p.

LANCHY (de) Gaëtan, BOUSCH Patrick, DARUD Bérengère, LICHERON Julien.

Recensement des logements vacants, mésaffectés et cadastre des loyers de la Ville de Luxembourg. Rapport pour la Ville de Luxembourg, CEPS/INSTEAD, Mars 2011, 72 p.

LICHERON Julien

Le coût du logement : une préoccupation centrale. Tendances récentes des prix de l'immobilier résidentiel et des loyers à Luxembourg-Ville, *Forum*, 2011, n°311, pp. 22-24.

LICHERON Julien, BOUSCH Patrick, DE LANCHY Gaëtan, FELTGEN Valérie, POUGET Clémence.

Rapport d'Activité 2010 de l'Observatoire de l'Habitat. Ministère du Logement - Observatoire de l'Habitat, 2011, 88 p.

LORD Sébastien.

Quels choix de logement pour les résidents luxembourgeois et étrangers entre 2003 et 2009 ? CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement – Observatoire de l'Habitat, 2011, coll. La Note de l'Observatoire de l'Habitat n°16, 4 p.

LORD Sébastien, DESPRES Carole, RAMADIER Thierry.

When (im)mobility makes sense: A qualitative and longitudinal perspective of the daily mobility of elderly suburbanites. *Journal of Environmental Psychology*, 2011, n°31, pp. 52-61.

LORD Sébastien.

Le choix de vieillir à domicile : L'inévitable adaptation des modes de vie. *Retraite et Société*, 2011, n°60, pp. 199-213.

LORD Sébastien.

Vieillir dans un quartier résidentiel éloigné des commerces et services : faits saillants d'une recherche longitudinale menée au Canada. *Santé de l'homme (INEPS)*, 2011, n°411, pp. 38-39.

LORD Sébastien, GERBER Philippe, SOHN Christophe, EGGERICKX Thierry, HERMIA Jean-Pierre, KESTELOOT Christian, CASSIERS Tim, DE MAESSCHALCK Filip.

Temporal and spatial analysis of social inequalities: An innovative method to grasp social inequalities evolution on the territory. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-47, 40 p.

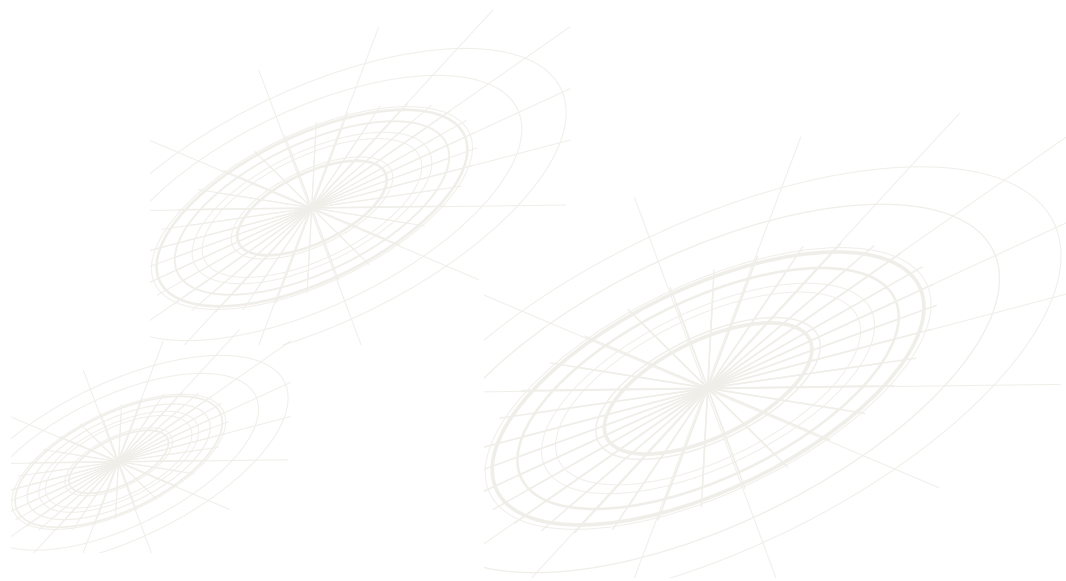
POUGET Clémence, FELTGEN Valérie.

Etalement urbain et périurbanisation : Mesure de la densité de construction de logements sur les terrains consommés entre 2004 et 2007 au Grand-Duché de Luxembourg. CEPS/INSTEAD, Ministère du Logement – Observatoire de l'Habitat, 2011, 36 p.

AXE
2INTÉGRATION MÉTROPOLITAINE
TRANSFRONTALIÈRE

Les recherches menées dans le cadre de l'axe *Intégration Métropolitaine Transfrontalière* (IMT) portent sur l'analyse des métropoles transfrontalières et, en particulier, les interactions entre i) les processus d'intégration économique et urbaine, ii) les modes de gouvernance et iii) les effets générés par les frontières étatiques.

A travers la mobilisation du concept de réseau (d'acteurs, d'entreprises et de villes), l'axe IMT privilégie une approche relationnelle de l'intégration transfrontalière. Cette stratégie de spécialisation thématique s'accompagne d'un élargissement des recherches à d'autres espaces que le Luxembourg, notamment en Europe et en Amérique du Nord. L'enjeu réside non seulement dans la possibilité de mener des analyses comparatives riches d'enseignement, y compris pour le Luxembourg, mais aussi dans la possibilité de pouvoir mieux valoriser les résultats des recherches entreprises en termes de publications internationales.



ACTUALITÉS 2011

RECHERCHE ACADÉMIQUE

En 2011, l'essentiel des activités de recherche académique de l'axe IMT ont été menées dans le cadre du projet METRONET (2010-2012) financé par le programme CORE du FNR. L'objectif de ce projet coordonné par le CEPS est d'analyser le processus de construction des régions métropolitaines transfrontalières en Europe. Pour y parvenir, une approche novatrice de la coopération transfrontalière basée sur une analyse structurale des réseaux de politiques publiques et leur confrontation avec l'espace géographique est mobilisée. Ce faisant, le projet s'inscrit dans une approche relationnelle de la construction des espaces transfrontaliers métropolitains.

Sur un plan empirique, Luxembourg, Bâle, Lille et Vienne-Bratislava constituent les quatre études de cas sélectionnées. Afin d'être en mesure de pouvoir cerner la totalité d'un réseau d'acteurs, deux domaines particuliers de politiques publiques faisant l'objet de coopérations transfrontalières ont été ciblés : il s'agit du transport public et du marketing économique. Dans chacune des régions transfrontalières retenues, les principaux acteurs impliqués dans l'un ou l'autre de ces domaines de la coopération transfrontalière ont fait l'objet d'une enquête en vis-à-vis au cours de l'année 2011. Au total, 203 entretiens ont été réalisés, soit en moyenne une cinquantaine par cas d'étude. Les données collectées permettent désormais d'analyser la structure des réseaux de gouvernance et de mieux comprendre le rôle joué par les frontières nationales dans l'émergence d'un nouveau régionalisme transfrontalier.

RECHERCHE NATIONALE

L'activité de recherche appliquée et d'expertise conduite par l'axe IMT en 2011 a été menée dans le cadre de projets financés par le programme européen ESPON. Dans le cas du projet GEOSPECS coordonné par l'université de Genève, l'objectif est de proposer un cadre analytique permettant de caractériser le potentiel de développement socio-économique de territoires présentant une certaine spécificité géographique (littoral, montagne, espaces

insulaires, régions frontalières, etc.), ceci afin d'éclairer les acteurs territoriaux sur les enjeux propres à ces espaces et d'élaborer des recommandations en matière de politiques publiques. L'axe IMT est en charge de l'analyse des spécificités propres aux régions métropolitaines transfrontalières, avec comme objectif particulier de mettre en évidence le rôle de la frontière dans le processus de développement socio-économique de ces espaces. Les deux cas d'études retenus sont Luxembourg et Genève. Dans ces deux régions métropolitaines transfrontalières, la frontière et les différentiels qu'elle institue génèrent des effets ambivalents. D'un côté, la frontière représente une opportunité en matière de développement économique (notamment à travers le phénomène du travail frontalier). D'autre part, elle contribue à reproduire, voire à renforcer, certaines disparités entre les territoires qu'elle sépare et rend souvent difficile la mise en place de modes de gouvernance capables de répondre aux défis que pose l'intégration fonctionnelle des espaces métropolitains transfrontaliers.

L'autre projet ESPON concerne l'analyse du développement métropolitain polycentrique en Europe centrale (POLYCE). Au sein de ce projet coordonné par l'Université Technologique de Vienne, le CEPS/INSTEAD a joué le rôle d'expert dans l'analyse du développement métropolitain transfrontalier et dans les formes de coopération basées sur des réseaux de villes.

SOCIÉTÉ CIVILE

Au titre des activités à destination de la société civile, l'axe IMT a organisé en 2011 un séminaire intitulé *Visions de la métropolisation en Europe : concepts globaux, enjeux et politiques nationales*. Ce séminaire ouvert à tous a été organisé avec le soutien du FNR et en partenariat avec la Commission « Villes et métropolisation » du CNFG (Comité National Français de Géographie).

Les travaux de l'axe IMT ont également été présentés à travers des posters lors du Festival International de Géographie de Saint-Dié (France).

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

La réalisation d'une enquête dans le cadre du projet MetroNet sur les réseaux de gouvernance dans quatre régions métropolitaines transfrontalières en Europe a donné lieu à la constitution d'une base de données contenant les matrices relationnelles. Cette base de données unique en son genre est la propriété du CEPS et son accès est restreint aux partenaires du projet MetroNet.

Dans un autre registre, l'axe IMT a réalisé un Web atlas sur les métropoles transfrontalières en Europe à partir des résultats du projet de recherche METROBORDER financé par ESPON et mené entre 2009 et 2010. Cet atlas en ligne offre la possibilité de cartographier de manière interactive une dizaine d'indicateurs représentant les différentes dimensions du processus d'intégration métropolitaine transfrontalière.

**RESPONSABLE****Christophe SOHN**christophe.sohn@ceps.lu**ÉQUIPE**

Lanciné DIOP

Sabine DÖRRY

Frédéric DURAND

Christian LAMOUR

Jil NELLES

Nora STAMBOLIC

Olivier WALTHER

PARTENAIRES

- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > Université de Haute-Alsace (France)
- > Université de Paris 7 Diderot (France)
- > Université de Paris X Nanterre (France)
- > Université de Genève (Suisse)
- > Université de Lausanne (Suisse)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > University of the West of England (Angleterre)
- > Technische Universität Wien (Allemagne)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

CLEMENT Franz, LAMOUR Christian.

Social capital design and polycentric metropolitan competitiveness: the "Grande Région" agenda. *Journal of Borderlands Studies*, 2011, Vol. 26, n°1, pp. 89-99.

DAUTEL Vincent, WALTHER Olivier.

The geography of innovation in the Luxembourg metropolitan region: an intra-regional approach. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-38, 28 p.

DIOP Lanciné.

Luxembourg : les marchés fonciers et immobiliers transfrontaliers à l'épreuve de la métropolisation. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-48, 16 p.

DIOP Lanciné.

Métropolisation et spécialisation sociale de l'espace : Quel effet de la frontière dans l'aire résidentielle transfrontalière de Luxembourg ? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-25, 20 p.

DÖRRY Sabine.

Financialised office markets and the cities. The example of Frankfurt am Main. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-51, 32 p.

DÖRRY Sabine.

Wall Street und Main Street: Zur Verräumlichung der Finanzkrise auf den Immobilienmärkten. In: SCHEUPLEIN Christoph, WOOD Gerald. *Nach der Weltwirtschaftskrise: Neuanfänge in der Region?* Berlin und Münster : Lit Verlag, 2011, pp. 32-48.

DURAND Frédéric.

L'aménagement du territoire dans les espaces urbains frontaliers est-il une réalité ? Le cas des aires métropolitaines transfrontalières du Luxembourg et Lille. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-13, 28 p.

LAMOUR Christian.

From the reticular Europe to the contiguous Union. In: VAN BEVER E., REYNAERT H., STEYERS K. *The road to Europe*. Brugge : Vanden Broele, 2011, pp. 253-276.

NELLES Jennifer, WALTHER Olivier.

Changing European borders: from separation to interface? An introduction. *Articulo – Journal of Urban Research*, 2011, n°6, 12 p.

REITEL Bernard.

La frontière internationale, objet sémique, processus multidimensionnel, interface signifiante. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-43, 40 p.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

AXE
3MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE ET
QUOTIDIENNE

La recherche menée ici se concentre sur le système de mobilité locale, à savoir les interactions qui existent entre les mobilités quotidiennes et résidentielles, en croisant les échelles micro (espaces de vie) et macro (formes urbaines et bassin de vie). L'objectif de cet axe est de modéliser et de simuler les comportements spatiaux et ces types d'espaces en sachant si le système de mobilité locale constitue une ressource pour assurer la durabilité des modes d'habiter et des territoires métropolitains, plus particulièrement transfrontaliers.

Cet axe s'articule autour du projet MOEBIUS impliquant tous ses chercheurs et ingénieurs. C'est sur cette épine dorsale que les autres projets se greffent au fur et à mesure de l'avancement de la recherche, tout en conservant, complétant et actualisant la base de connaissances établie durant les années précédentes. Ainsi, deux autres projets académiques se sont développés, à savoir ACROSS et EMF/CABAC, qui seront développés dans le premier point. Deux autres projets s'inscrivent davantage dans la recherche appliquée, plus particulièrement au niveau de la ville de Luxembourg (projet ICMA) et de différentes zones d'activités (ZAC-eMOVIN). Ces projets feront l'objet du point suivant.

**RESPONSABLE****Philippe GERBER**philippe.gerber@ceps.lu**ÉQUIPE**

Loubna BARRA
Reine-Maria BASSE
Samuel CARPENTIER
Omar CHARIF
Pierre DIAS
Guillaume DREVON
David EPSTEIN
Maxime FREMOND
Olivier KLEIN
Sylvain KLEIN
Hichem OMRANI
Julien SCHIEBEL
Frédéric SCHMITZ
Nadja VICTOR

ACTUALITÉS 2011

UNE RECHERCHE ACADÉMIQUE ORIENTÉE VERS L'ANALYSE DES COMPORTEMENTS SPATIAUX DE MOBILITÉ

Aujourd'hui, les comportements de mobilité émergent comme un défi majeur pour la durabilité de nos modes de vie. La prise de conscience de l'impact croissant de la circulation automobile sur l'environnement a conduit à l'émergence de la notion de mobilité durable qui suppose un transfert modal de la voiture vers les transports en commun et les modes doux. Dans ce contexte, le projet MOEBIUS, cofinancé dans le cadre de l'appel CORE du FNR, consiste en une meilleure compréhension aux niveaux économique et environnemental des impacts liés aux comportements de mobilités quotidiennes et résidentielles dans le cadre du Luxembourg et de ses régions limitrophes en fonction de différents scénarios d'aménagement. Plus précisément, 4 scénarios complémentaires ont été construits sur SIG, à partir de cellules de 20x20 mètres, sur base de documents d'urbanisme de référence (PAG...) à l'échelle du Luxembourg. Ces scénarios, fournissant les potentiels de construction résidentielle, se fondent sur les principaux courants de pensée en urbanisme et en aménagement pour les croiser avec des indicateurs synthétiques (centralité, densité, mixité, accessibilité, compacité) qui varient selon des seuils de contraintes donnés. Un 5e scénario est développé au niveau de la Grande Région avec des règles issues d'un automate cellulaire. Par ailleurs, des règles comportementales de mobilité ont été mise en place grâce à la création d'arbres de décision et d'autres techniques de data-mining. Par exemple, les arbres de décision nous permettent de déterminer des groupes de profils-types de personnes actives au sein du Luxembourg selon qu'elles prennent les transports en commun, la voiture seule ou les modes doux pour se rendre au travail. À travers une base d'apprentissage tirée de l'enquête Eu-Silc de 2007, nous sommes en mesure d'estimer environ 92% du partage modal. Ces règles seront ensuite implémentées en 2012 dans la plateforme de simulation au travers d'agents de populations synthétiques.

Afin de compléter la mesure de ces comportements, une enquête a été diligentée en 2010-2011 sur les frontaliers luxembourgeois dans le cadre d'un projet FNR INTER

PICS (projet international de coopération scientifique), le projet EMF/CABAC. Les premiers résultats ont déjà fait l'objet d'une publication de vulgarisation scientifique destinée aux décideurs et à la société civile. Elle révèle une augmentation de la part modale des transports en commun entre le domicile et le lieu de travail, bien que le trafic automobile transfrontalier soit en progression entre 2007 et 2010. Cette analyse est complétée par celle des émissions de gaz à effet de serre de ces voitures, qui ont augmenté de 6% durant la même période. Cependant, cette augmentation a été estimée à 11% si le report modal n'avait pas eu lieu, signe de la nécessité d'un transfert de modes de transport pour une meilleure durabilité.

Enfin, un dernier projet FNR CORE, ACROSS, vise à compléter la compréhension des pratiques de déplacement d'individus ciblés, notamment au regard de leur situation résidentielle et sociale. Dans un souci de toucher une grande diversité de personnes d'un point de vue culturel, nous avons choisi d'étudier une population cosmopolite évoluant dans des espaces transfrontaliers. Notre choix s'est ainsi porté sur les fonctionnaires et agents contractuels des institutions de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe, travaillant dans les quartiers européens de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. L'analyse repose sur une enquête administrée via internet qui se déroulera en 2012. L'objectif du projet est de fournir une aide à la décision pour développer des actions ciblées afin de favoriser un report modal plus efficace.

UNE RECHERCHE NATIONALE ET APPLIQUÉE QUI SE FOCALISE SUR DES PUBLICS ET ZONES CIBLES

Le contexte national de la recherche est également orienté vers les comportements de mobilité, mais avec des clés d'entrée différentes. Ainsi, ZAC-eMovin est un projet de démonstration ayant pour but d'évaluer la faisabilité et la pertinence de la mobilité électrique à destination des zones d'activités au Luxembourg. Le projet vise à développer des solutions de mobilité pour couvrir les déplacements quotidiens de type domicile/travail et pour des déplacements professionnels. Ces

solutions nécessitent l'installation de stations de chargement électriques pour véhicules ainsi que la mise à disposition de véhicules électriques. Le projet, démarré en août 2011, a d'abord consisté en l'estimation de la pertinence et du potentiel des véhicules électriques pour les déplacements professionnels des salariés des trois organismes partenaires du projet : CRP Henri Tudor, Enovos et P&T. Cette évaluation est principalement basée sur les résultats d'un questionnaire adressé aux salariés. En parallèle, le CEPS/INSTEAD contribue à mettre en place les outils permettant d'évaluer en fin de projet les avantages et les freins éventuels au développement de la voiture électrique dans les zones d'activités.

Enfin, le projet ICMA, financé par INTERREG et coordonné par Transport for Greater Manchester (TfGM), a pour principal objectif de soutenir les différentes chaînes de mobilité pour offrir une vraie alternative à la voiture privée. Dans ce cadre, deux actions sont menées au Luxembourg, l'une ayant pour thématique la mobilité quotidienne des enfants scolarisés à Luxembourg-Ville, et l'autre la comparaison des temps d'accès intra-urbains selon différents modes de transport. L'année 2011 a été consacrée à l'exploitation d'une enquête réalisée auparavant auprès d'une cinquantaine d'élèves issus de 4 écoles de la ville. La particularité de cette enquête réside dans l'association d'un questionnaire classique avec un suivi par GPS sur un jour type de semaine. L'exploitation de l'enquête a, entre autres, permis de mettre en évidence trois grandes catégories de comportements se différenciant principalement selon l'espace d'action quotidien, les modes de transport utilisés et l'autonomie accordée par les parents. La seconde action inscrite dans la thématique «TIC pour la gestion de la mobilité» a pour objet de mettre en place une cartographie comparative des temps d'accès intra-urbains selon différents modes de transport. En 2011, des modèles d'accessibilité ont été développés (voiture en heure de pointe, transport en commun, vélo, piéton ainsi que l'association piéton et vel'oH!). L'ensemble des résultats seront accessibles, début 2012, par l'intermédiaire d'une interface cartographique interactive hébergée sur la partie luxembourgeoise du site internet du projet.

L'INSTRUMENTATION DE LA RECHERCHE

Comme mentionné plus haut, de nombreuses enquêtes sont en cours ou en phase de correction. Ainsi, pour l'EMF/CABAC, la première phase de cette enquête s'est déroulée pendant le dernier trimestre 2010 et la deuxième phase pendant le deuxième trimestre 2011, avec respectivement 7 235 et 3 730 réponses. Les tests de cohérence puis le redressement des réponses ont permis de construire une base de données riche, portant principalement sur les caractéristiques sociodémographiques des frontaliers, leurs déplacements domicile-travail, leurs chaînes d'activités, leurs déplacements réguliers, leurs mobilités résidentielles, leurs représentations énergétiques, leurs opinions sur les conditions de déplacements. Cette base de données permet d'actualiser et d'approfondir les analyses sur les mobilités des frontaliers afin de contribuer à l'élaboration et à l'évaluation des politiques de transport, ainsi que pour des travaux de recherches et d'études (inter)nationaux.

PARTENAIRES

- > Université du Luxembourg (Luxembourg)
- > CRP Henri Tudor (Luxembourg)
- > Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix, Namur (Belgique)
- > Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)
- > Université Libre de Bruxelles (Belgique)
- > Université Joseph Fourier, Grenoble (France)
- > Université de Technologie de Compiègne (France)
- > Université de Franche-Comté (France)
- > Université de Strasbourg (France)
- > Université de Rouen (France)
- > Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (France)
- > Université Panthéon-Sorbonne, Paris I (France)
- > El colegio de la Frontera Norte (Mexique)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

AWASTHI Anjali, CHAUHAN Satyaveer, OMRANI Hichem, PANABI Ariyo.

A hybrid approach based on SERVQUAL and fuzzy TOPSIS for evaluating transportation service quality. *Computers & Industrial Engineering*, 2011, vol. 61, n°3, pp. 637-646.

CARPENTIER Samuel.

Représentations sociales des modes de transport et identité d'habitation. In : DEPEAU Sandrine, RAMADIER Thierry. *Se déplacer pour se situer. Places en jeu, enjeux de classes*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 167-185.

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc.

Activités et déplacements intra-urbains des enfants scolarisés à Luxembourg-Ville. In: *Proceedings of the 25th International Cartographic Conference*. Paris : Cartographic Association, Comité français de Cartographie, 2011.

KLEIN Olivier.

Visualizing Daily Mobility: Towards Other Modes of Representation. In: BANOS Arnaud, THEVENIN Thomas. *Geographical Information and Urban Transport Systems*. London: ISTE, Wiley & Sons, 2011, pp. 167-220.

KLEIN Sylvain, CARPENTIER Samuel, GERBER Philippe, OMRANI Hichem.

Validation d'un modèle d'accessibilité par recoupement de données multi-sources. Application aux communes de Belgique. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-26, 28 p.

KLEIN Sylvain, SCHMITZ Frédéric.

Utiliser les transports en commun et la marche à pied pour aller au travail ? Etude pour les résidents au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-15, 24 p.

LORD Sébastien, GERBER Philippe, SOHN Christophe et al.

Temporal and spatial analysis of social inequalities: An innovative method to grasp social inequalities evolution on the territory. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-47, 40 p.

OMRANI Hichem, GERBER Philippe, CARPENTIER Samuel, CHARIF Omar.

Comparaison méthodologique de modèles neuronaux et multinomiaux: Application au partage modal des actifs du Luxembourg. In : *Nouvelles approches en Géographie Théoriques et Quantitative*. Besançon : Théoquant, 2011, pp. 124-125.

SCHMITZ Frédéric, GERBER Philippe.

Voiture ou transports en commun ? Comment les frontaliers se rendent-ils au travail en 2010 ? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Vivre au Luxembourg n°2011-78, 2 p.

VICTOR Nadja, KLEIN Olivier.

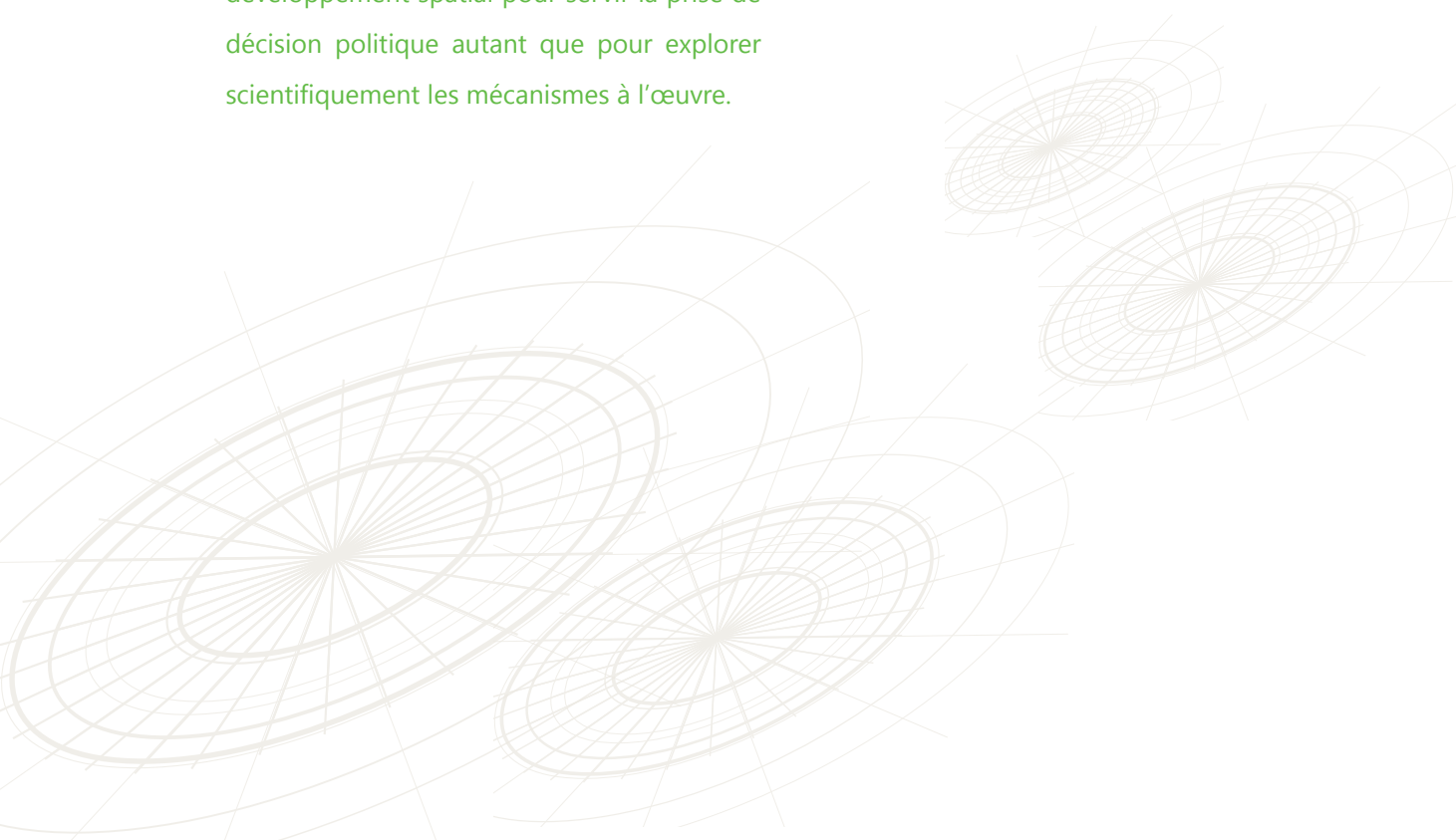
Modélisation et visualisation de l'accessibilité piétonne à Luxembourg-Ville. In : *SIG 2011, Conférence francophone ESRI - CD ROM des actes*. ESRI, 2011.

AXE
4

DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

La thématique de cet axe de recherche repose sur l'aménagement du territoire et ses enjeux en matière de préservation de la cohésion territoriale au Luxembourg. Face aux effets négatifs d'une périurbanisation importante, et dans une optique de maintien des grands équilibres territoriaux, l'objectif principal de l'équipe est de produire et d'analyser de l'information sur les dynamiques de développement spatial pour servir la prise de décision politique autant que pour explorer scientifiquement les mécanismes à l'œuvre.

Jusqu'à présent, les travaux menés dans cet axe de recherche relèvent essentiellement de l'expertise pour le compte de ministères. En parallèle de la poursuite et du développement de cette activité d'études, l'ambition pour le prochain programme pluriannuel est de développer le volet de la recherche plus académique à travers l'exploration des concepts de centralité et de polycentrisme appliqués au Luxembourg.



ACTUALITÉS 2011

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Les travaux de recherche académique débutés en 2011 ont donné lieu à deux nouveaux champs d'investigation dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Le premier projet exploite les apports d'une modélisation de l'accessibilité en voiture et en transports en commun aux équipements, à l'offre commerciale et aux services. À l'aide de ce modèle, il est possible de mettre en lumière les conséquences du processus d'étalement urbain sur la question centrale de l'accès aux aménités urbaines, qui est l'un des objectifs prioritaires de la politique de cohésion territoriale. Ces relations de cause à effet sont plus complexes qu'il n'y paraît, et cette recherche devrait permettre de contribuer à mieux comprendre l'une des forces du processus de périurbanisation, auquel les acteurs publics tentent d'opposer des cadres de régulation.

Le second projet vise à établir une typologie des logiques de dispersion ou de concentration spatiale des différents équipements, services publics et commerces, en se basant sur des données empiriques et en mobilisant les systèmes d'information géographique. Cette typologie devrait permettre de mettre en lumière des logiques de localisation contradictoires selon les équipements considérés, et donc de mieux comprendre les difficultés auxquelles doivent faire face les responsables de la politique d'aménagement du territoire pour développer des centralités secondaires. Ce travail en cours se situe donc à la charnière entre la recherche académique et la recherche appliquée.

RECHERCHE NATIONALE

L'année 2011 a été employée à finaliser le rapport sur la centralité urbaine pour le compte de Département de l'Aménagement du Territoire, travail d'envergure au service de la réflexion pour le développement de nouvelles orientations stratégiques, notamment dans le cadre d'un futur Programme National d'Aménagement du territoire.

Par ailleurs, l'équipe a contribué à fournir une aide à la décision en matière de localisation des futurs centres de

secours, dans le cadre du travail sur le Plan National des Secours, pour le compte du Ministère de l'Intérieur et à la Grande-Région. Les travaux ont consisté à élaborer un modèle d'accessibilité routière permettant de mettre en lumière les options stratégiques à suivre pour garantir un accès le plus équitable et le plus efficace possible de l'entièreté du territoire national aux services de secours.

Parallèlement, un indice social a été élaboré à l'échelle des communes, pour le compte du Ministère de l'Éducation Nationale. Cet indice permet de mieux affecter des contingents de leçons supplémentaires dans le cadre de l'éducation fondamentale, afin de lutter contre des situations de décrochage scolaire dans des communes présentant un contexte socio-économique moins favorable que la moyenne.

SOCIÉTÉ CIVILE

La contribution de l'axe « Développement spatial » à la société civile est manifeste, notamment au travers des travaux réalisés dans le cadre du Plan National des Secours. En effet, les documents produits devraient permettre d'aider significativement les responsables de la Sécurité Intérieure dans leur quête d'une meilleure couverture de l'ensemble des résidents et travailleurs du Grand-duché de Luxembourg par les services de secours.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

L'axe « Développement spatial » a collaboré avec des chercheurs de l'axe « mobilité locale transfrontalière » dans la valorisation des résultats produits par un modèle d'accessibilité routière, permettant de calculer des distance-temps entre chaque point du territoire luxembourgeois.

Par ailleurs, l'ensemble des données collectées et des indicateurs statistiques conçus dans le cadre de l'Observatoire du développement spatial ont été insérés dans une base de données permettant la génération de requêtes et facilitant les mises à jour ultérieures.

PARTENAIRES

- > Ministère du Développement durable et des Infrastructures (Département de l'Aménagement du Territoire)
(Luxembourg)
- > Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région (via la Direction Services de Secours).
(Luxembourg)
- > Ministère de l'Education Nationale
(Luxembourg)



RESPONSABLE

Antoine DECOVILLEantoine.decoville@ceps.lu

ÉQUIPE

Patrick BOUSCH

Valérie FELTGEN

Magalie LEHNERS

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

DECOVILLE Antoine, FELTGEN Valérie, KLEIN Olivier, BOUSCH Patrick.

La centralité urbaine au Luxembourg: analyse et perspective. DATER, 2011, 90 p.

FELTGEN Valérie.

Wer wohnt wo? Einblick in die räumliche Verteilung der Bevölkerung der Stadt Luxemburg unter Berücksichtigung ihrer sozialen Struktur. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur*, 2011, n°311, pp. 28-29.

FELTGEN Valérie, BOUSCH Patrick, GERBER Philippe.

Etablissement d'un indice socio-économique communal sur la base des élèves fréquentant l'enseignement fondamental en 2009-2010. CEPS/INSTEAD, Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, 2011, 51 p.

Toutes les publications sur www.ceps.lu



SOMMAIRE

Présentation du Pôle de recherche

Axe 1 : Négociation collective et politiques de l'emploi

Axe 2 : Organisation industrielle et société de la connaissance

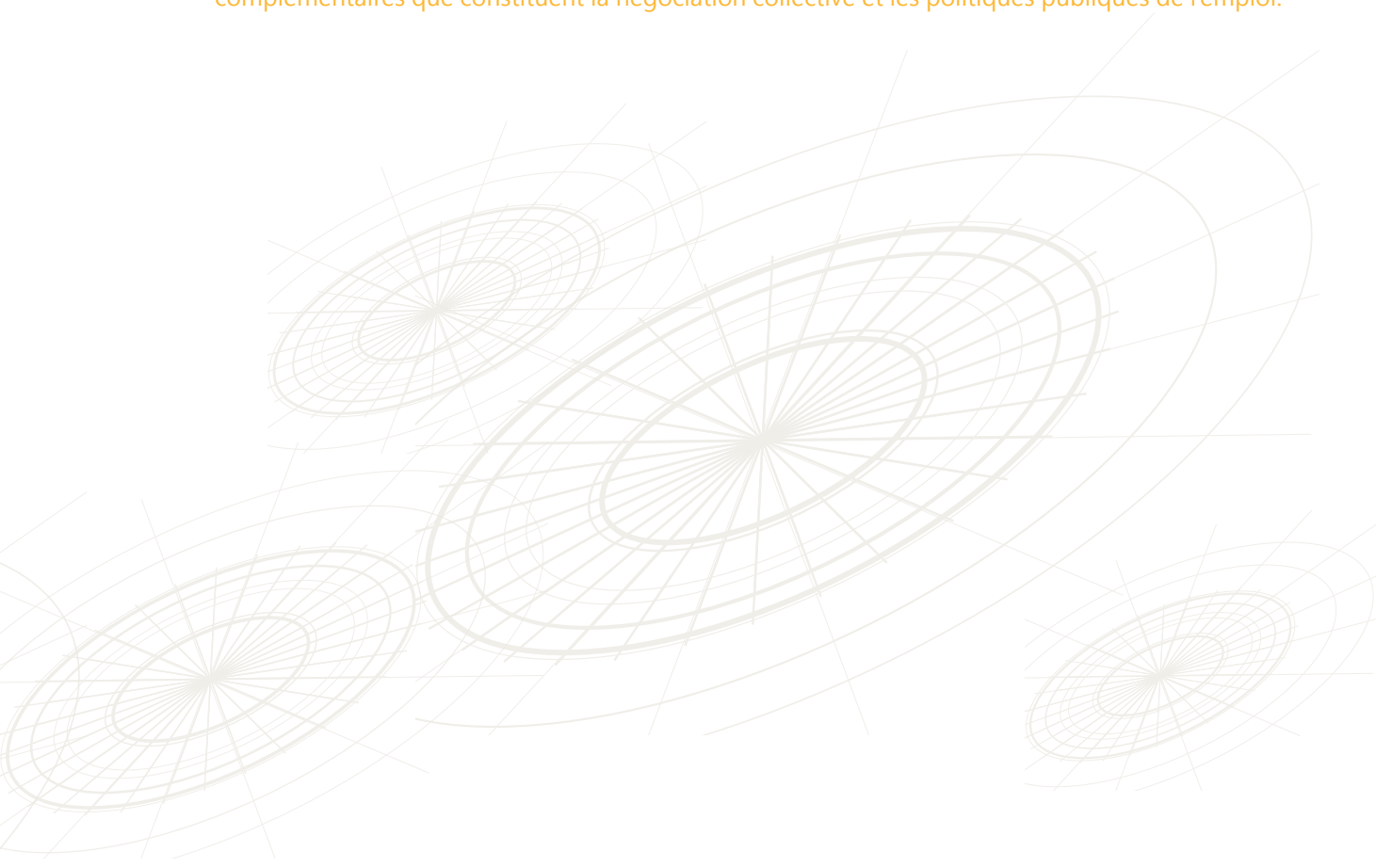


Le pôle de recherche « Entreprises et organisation industrielle » se caractérise par la volonté de développer des activités communes entre les axes de recherche « Organisation industrielle et société de la connaissance » et « Négociation collective et politiques de l'emploi ».

L'objectif à moyen et long terme du pôle est de mettre au jour les mécanismes qui sont à l'origine de la création d'emplois au Luxembourg. Nous faisons l'hypothèse que deux mécanismes sont en mesure d'affecter la création d'emplois. Le premier comprend l'ensemble des comportements des entreprises qui s'inscrivent dans le cadre de la société de la connaissance : comportement innovant, activité de Recherche et Développement (R&D), usage intensif de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et adoption d'une démarche relevant de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Le second mécanisme correspond à l'environnement institutionnel dans lequel évoluent les entreprises et ses effets sur la création et la gestion de l'emploi : cadre légal, politiques publiques de l'emploi, aides à l'innovation, gouvernance des entreprises, relations professionnelles, qualité de l'emploi. A côté de ces deux déterminants principaux, sur lesquels se concentrera plus particulièrement notre attention, seront pris en compte la structure des entreprises et l'environnement macro économique.

AXE
1NÉGOCIATION COLLECTIVE ET
POLITIQUES DE L'EMPLOI

L'axe de recherche « Négociation collective et politiques de l'emploi » se concentre sur l'analyse des dynamiques des relations professionnelles et de l'emploi à travers les deux thématiques complémentaires que constituent la négociation collective et les politiques publiques de l'emploi.



ACTUALITÉS 2011

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Les activités de recherche académique de l'axe Négociation collective et politiques de l'emploi s'articulent autour de deux thématiques majeures : la sociologie des acteurs de la négociation collective, ainsi que l'analyse de la dynamique de la négociation collective et du dialogue social d'entreprise.

En ce qui concerne la sociologie des acteurs de la négociation collective, un projet de recherche CORE Junior, financé par le FNR, analyse le rôle des syndicats en tant que vecteur de la participation professionnelle et sociopolitique des immigrés au Luxembourg. En 2011, une exploitation de l'enquête European Values Survey en ce qui concerne les attitudes des immigrés par rapport au syndicalisme et à l'action collective a été menée, de même qu'une revue de la littérature internationale sur la revitalisation syndicale et un affinement du cadre conceptuel de l'enquête empirique. Les futures étapes du projet donneront une vision plus fine du rôle des syndicats dans la représentation et intégration des immigrés.

En ce qui concerne l'analyse de la dynamique de la négociation collective et du dialogue social d'entreprise, des travaux relatifs aux conventions collectives du travail ont été menés. D'une part, une analyse de la prise en compte et de la mise en œuvre des quatre thèmes obligatoires de la négociation collective a été conduite (organisation du temps de travail, politique de formation en entreprise, lutte contre le chômage, égalité hommes-femmes). Un rapport exhaustif à ce sujet a été préparé. D'autre part, des travaux de recherche, financés par le FNR dans le cadre d'une mesure AFR, concernent le rôle des partenaires sociaux dans la mise en œuvre de l'égalité entre hommes et femmes dans la négociation collective. En 2011, la mise en œuvre de l'enquête de terrain à ce sujet a été préparée, de même que le cadre conceptuel précisé. Finalement, des travaux ont été menés sur les évolutions de la négociation collective au plan national et européen.

RECHERCHE NATIONALE

Les activités de recherche nationale concernent le marché de l'emploi et les politiques de l'emploi.

D'une part, des travaux sont menés dans le cadre d'une collaboration avec l'ADEM. Le Centre de ressources et de documentation EURES met à la disposition du grand public des informations sur le travail transfrontalier et ses dérivés. En 2011, des travaux d'étude et de recherche ont concerné le marché du travail, la mobilité régionale et interrégionale, l'industrie manufacturière, le secteur de la construction, ainsi que les besoins de qualification dans la Grande Région.

D'autre part, des travaux de suivi et d'analyse des politiques de l'emploi sont conduits pour le compte de la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020. En 2011, des rapports trimestriels et ad hoc sur le marché de l'emploi, la transposition des directives européennes en matière d'emploi et la conjoncture économique ont été produits, ainsi que des rapports thématiques sur la gouvernance du marché du travail, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme national de réforme.

SOCIÉTÉ CIVILE

Dans le cadre de l'Observatoire de la participation politique des femmes aux élections, le Conseil national des Femmes du Luxembourg a chargé le CEPS/INSTEAD de l'étude de la participation des femmes aux élections législatives et européennes de 2009. L'analyse a porté sur les candidatures déposées et sur les résultats des femmes élues. Une analyse du profil des candidates élues a été réalisée sur base d'une enquête par questionnaire. Enfin, une analyse des programmes électoraux des deux partis de coalition et du programme gouvernemental, tout comme une analyse comparative de la participation politique des femmes dans les autres pays de l'Union européenne, ont été menées.

Des travaux menés pour le compte de la Confédération européenne des syndicats concernent le suivi de la création de sociétés européennes (SE) et la participation des travailleurs au sein de ces sociétés.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Un rapport d'analyse a été élaboré au sujet de la mise en œuvre dans les conventions collectives de travail de quatre thèmes obligatoires de la négociation collective (organisation du temps de travail, politique de formation en entreprise, lutte contre le chômage, égalité homme-femmes). Ce travail a rendu nécessaire, en collaboration avec l'Inspection du travail et des mines, la collecte des conventions collectives de travail de branche et d'entreprise, la mise en place d'un système de codage des conventions collectives et la prise en compte de sources d'information complémentaires. L'expérience acquise lors de cette première recherche sur les conventions collectives de travail sera mise à profit afin de développer une base de données des conventions collectives. Cette base de données permettra de mener des travaux d'analyse plus détaillés du contenu des conventions collectives.



RESPONSABLE

Adrien THOMAS

adrien.thomas@ceps.lu

ÉQUIPE

Carole BLOND-HANTEN

Fanny ETIENNE-ROBERT

Pierre GRAMME

Fabienne JACQUET

Roland MAAS

Patrick THILL

PARTENAIRES

- > Administration de l'emploi (Luxembourg)
- > Conseil national des Femmes du Luxembourg (Luxembourg)
- > Inspection du travail et des mines (Luxembourg)
- > Université Catholique de Louvain (Belgique)
- > Commission européenne, Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion
- > Confédération européenne des syndicats

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

BLOND-HANTEN Carole, LEJEALLE Blandine, WAGENER Renée.

Observatoire de la participation des femmes aux élections législatives et européennes de 2009. Conseil national des Femmes du Luxembourg, 2011, 214 p.

BLOND-HANTEN Carole, MAAS Roland.

La politique de formation et l'égalité entre femmes et hommes saisies par la négociation collective de branche. *Entreprises Magazine*, 2011, n°47, pp. 64-65.

ETIENNE-ROBERT Fanny.

La protection sociale du travailleur frontalier. *Entreprises magazine*, 2011, n° 49, p. 128 à 153.

FLEURY Charles (en collaboration avec MAAS Roland et THOMAS Adrien).

Les immigrants et les syndicats, CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-63, 92 p.

GRAMME Pierre.

L'industrie manufacturière au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers Transfrontaliers d'EURES Luxembourg n°2/2011, 8 p.

GRAMME Pierre.

Le secteur de la construction au Luxembourg. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers Transfrontaliers d'EURES Luxembourg n°1/2011, 8 p.

THILL Patrick, THOMAS Adrien.

The End of Consensus? The Effects of the Economic Crisis on Industrial Relations in Luxembourg. In: BAGLIONI Mirelle, BRANDL Bernd (eds.) *Changing Labour Relations: Between Path Dependency and Global Trends*. Peter Lang, 2011, pp. 71-85.

THILL Patrick.

Adapting unemployment benefit systems to the economic cycle. Brussels: European Commission, European Employment Observatory, 2011, 11 p.

THOMAS Adrien.

Besoins de qualification et circulation transfrontalière de l'information sur l'emploi dans la Grande Région. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers Transfrontaliers d'EURES Luxembourg n°3/2011, 8 p.

THOMAS Adrien.

Universitaires engagés et nouveaux cadres syndicaux aux Etats-Unis : une alliance pour faire face au déclin des syndicats ? *Genèses*, 2011, n°84, pp. 127-142.

AXE
2ORGANISATION INDUSTRIELLE ET
SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

Les recherches menées par l'axe « Organisation industrielle et société de la connaissance » se concentrent sur quatre thématiques : l'usage des technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation et la responsabilité sociale des entreprises.

L'objectif général de l'axe est d'identifier les leviers et les effets de l'adoption par les entreprises, de comportements relevant de la société de la connaissance. Une attention toute particulière a été portée sur l'existence d'analogies et de complémentarités entre les pratiques des entreprises. Les travaux réalisés s'appuient sur les données collectées auprès des entreprises implantées au Luxembourg.

**RESPONSABLE****Nicolas POUSSING**nicolas.poussing@ceps.lu**ÉQUIPE**

Vincent DAUTEL

Emmanuelle FORTUNE

Ludivine MARTIN

Thi Thuc Uyen NGUYEN

ACTUALITÉS 2011

RECHERCHE ACADÉMIQUE

Le comportement innovant des entreprises a été étudié sous trois angles différents : l'analyse dynamique de la relation entre l'innovation technologique et non technologique ; les caractéristiques de l'innovation non technologique ; et l'aspect spatial de l'innovation. Tout d'abord, la persistance de l'innovation technologique a été analysée, en prenant en compte l'impact des innovations organisationnelles. L'analyse empirique montre, entre autres, que l'innovation organisationnelle est un déterminant de la persistance de l'innovation et, plus précisément, que les pratiques organisationnelles, telles que la gestion des connaissances et des partenariats externes, sont des déterminants de la persistance à l'innovation technologique. Par la suite, les déterminants du processus d'adoption d'une innovation organisationnelle ont été mis à jour. L'exploitation des données de l'enquête Community Innovation Survey 2008 montre qu'il est nécessaire d'analyser séparément les différents types d'innovation organisationnelle et qu'il est important d'appréhender ce phénomène en distinguant le secteur des services de celui de l'industrie. Enfin, les déterminants locaux de l'innovation dans la région métropolitaine de Luxembourg ont été identifiés. Cette recherche démontre que la localisation d'une entreprise sur le territoire luxembourgeois (appartenance à une région fonctionnelle, accessibilité au centre de gravité) agit sur la probabilité de celle-ci d'innover. Cet effet localisation tend de surcroît à profiter aux entreprises déjà les plus susceptibles d'innover eu égard à leurs caractéristiques. Les entreprises ne sont, en effet, pas aléatoirement distribuées dans l'espace.

Parallèlement à ces trois angles de recherche, le lien innovation / responsabilité sociale des entreprises (RSE) a également été étudié. L'exploitation des données de l'enquête Community Innovation Survey combinées aux données d'une enquête réalisée par l'axe sur le thème de la RSE montre que des politiques RSE différentes induisent des comportements innovants différents. Plus précisément, les entreprises avec des profils de RSE stratégique sont plus susceptibles d'innover dans les deux types d'innovation : produit et procédé.

Dans le cadre des travaux relatifs à la RSE, les relations entreprise / ONG ont été examinées. Sachant l'importance que la RSE donne à la gouvernance de l'entreprise élargie aux parties prenantes, cette recherche se focalise sur l'impact d'un partenariat entreprise/ONG sur le fonctionnement de cette dernière. Le cas de la Croix Rouge Luxembourgeoise a illustré cette recherche. Celle-ci montre que des effets sont visibles au niveau de la gestion des activités de la Croix Rouge (plus de complexité) et de son fonctionnement (plus de formalisme).

L'impact de l'usage des technologies de l'information et de la communication a également retenu notre attention, en particulier, l'impact d'Internet sur le bien-être des individus dans leur vie personnelle et professionnelle. A partir des données issues de l'European Value Survey, notre recherche sur le bien être dans la vie personnelle montre que les non utilisateurs d'Internet sont moins satisfaits de leur vie que les utilisateurs. Ces résultats suggèrent que les politiques publiques visant à réduire la fracture numérique sont socialement désirables. Au niveau du bien être des individus au travail, des résultats préliminaires, obtenus à partir des données de l'European Working Condition Survey, mettent en évidence des liens positifs entre l'usage d'Internet et la satisfaction des salariés. Un autre travail de recherche, réalisé à partir des données luxembourgeoises de l'European Social Survey, a mis en évidence un lien positif entre l'usage au travail des technologies de l'information et de la communication, et en particulier, d'Internet et la motivation des salariés.

.....

RECHERCHE NATIONALE

Une analyse de l'équilibre hommes / femmes dans le secteur de la recherche a été réalisée au profit du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ce travail met en évidence, sur base de données descriptives, la modeste proportion de chercheuses au Luxembourg dans les secteurs de l'enseignement supérieur et des entreprises. Un réexamen de cette proportion montre, de surcroît, que celle-ci devient également modeste dans le secteur d'Etat, dès lors que les spécificités du personnel



scientifique national sont neutralisées (disciplines scientifiques des chercheurs, nationalité, niveau de formation, âge). Ce résultat met en exergue, par extension, l'ampleur des spécificités de la recherche nationale.

Une étude des pratiques d'e-commerce transfrontalier des individus de l'Union Européenne a été réalisée à partir des données européennes de l'Eurobaromètre. Elle montre que, en 2008, 40% de la population résidant au Luxembourg a effectué des achats en ligne auprès d'entreprises étrangères, contre seulement 9% en moyenne dans l'UE. Les résidents européens attirés par des produits mis en vente sur des sites étrangers sont dans la plupart des cas des hommes âgés entre 25 et 34 ans, vivant en couple, résidant en ville et exerçant une profession libérale ou de cadre. Ils ont souvent une connexion à Internet de qualité, reçoivent souvent des publicités étrangères et ne sont pas réticents à effectuer des achats dans une langue étrangère à la leur.

SOCIÉTÉ CIVILE

L'examen de la démarche RSE des entreprises a donné lieu à deux analyses. La première visait tout d'abord à décrire la situation des entreprises implantées au Grand-Duché de Luxembourg vis-à-vis de la Responsabilité Sociale des Entreprises : dans quelle mesure les entreprises connaissent ce concept, quelles sont les entreprises qui l'adoptent, quelles sont les difficultés liées à son adoption, quels sont les objectifs poursuivis par les entreprises et enfin comment ces dernières mettent en œuvre une démarche RSE. Elle visait également à démontrer qu'il existe une relation forte entre avoir une démarche RSE et un comportement innovant. Deux faits valident cette affirmation : le processus d'adoption de la RSE est très proche du processus d'adoption d'une innovation, et les entreprises innovantes ont une probabilité plus importante d'avoir une démarche RSE.

La seconde analyse menée sur le thème de la RSE se penche sur sa mise en œuvre au sein des entreprises, en particulier sur les moyens alloués à sa mise en œuvre. Elle s'articule autour de deux parties. La première partie

présente les principaux textes sur lesquels les entreprises fondent leurs actions RSE. Sont en particulier présentées les grandes lignes de la norme ISO 26000 qui a été publiée le 1er novembre 2010. La deuxième partie décrit la mise en œuvre de la RSE par les entreprises implantées au Luxembourg, à partir de données issues d'une enquête faite par le CEPS/INSTEAD, en collaboration avec IMS Luxembourg, durant le dernier trimestre 2008.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Nos travaux de recherche s'appuient principalement sur des méthodes quantitatives telles que l'analyse des données d'enquête, les statistiques ou l'économétrie. Ces méthodes sont plus particulièrement appliquées aux données d'enquête collectées dans le cadre de la collaboration entre l'axe 'Organisation industrielle et société de la connaissance' et le STATEC depuis 2000.

Afin d'augmenter la visibilité de la recherche de notre équipe, nous avons également présenté nos travaux à différentes conférences et séminaires nationaux et internationaux. En outre nous avons organisé le 6ème congrès du Réseau International de Recherche sur les Organisations et le Développement Durable (RIODD), en partenariat avec l'Université de Metz, qui s'est tenu les 16 et 17 juin à Luxembourg. Ce congrès avait pour thème « Responsabilité Sociale de l'Entreprise, entreprise réseau et gestion des biens communs. Redéfinition du périmètre de l'entreprise et du politique ». Il a permis d'accueillir un peu moins de 90 congressistes auxquels ont été présentées 51 communications réparties dans 16 ateliers thématiques. Trois tables rondes ont rythmé cette première manifestation académique organisée au Luxembourg sur le thème de la RSE. Une première table ronde traitait de la question « Responsabilités sociétales et frontières de la firme : vers un nouveau modèle de régulation ? ». Une seconde, ouverte aux professionnels, avait pour thème « l'ISO 26000 : vers une convergence des normes sociales ». Enfin la troisième abordait la question des « Conditions de travail et souffrance au travail – les discours et pratiques RSE, la norme ISO 26000 ».

PARTENAIRES

- > IMS Luxembourg (Luxembourg)
- > STATEC (Luxembourg)
- > Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Luxembourg)
- > Université de Savoie (France)
- > Université de Metz (France)
- > Université de Rennes 1 (France)
- > Université de Strasbourg (France)
- > Association Information et Management (France)
- > Réseau International de Recherche sur les Organisations et le Développement Durable (France)
- > CNRS (France)

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

DAUTEL Vincent.

L'équilibre hommes / femmes dans la Recherche luxembourgeoise : l'incidence du système national de recherche, CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-11, 20 p.

DAUTEL Vincent, WALTHER Olivier.

The geography of innovation in the Luxembourg metropolitan region: an intra-regional approach, 2011, CEPS/INSTEAD, coll. Working Paper n°2011-38, 28 p.

LE BAS Christian, MOTHE Caroline., NGUYEN Uyen.

Technological innovation persistence: Literature survey and exploration of the role of organizational innovation, CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-54, 24 p.

LE BAS Christian, POUSSING Nicolas.

Comportement de RSE et dialogue social : une comparaison France/Luxembourg. Behavior of CSR and social Dialogue: a comparaison between France and Luxembourg. In: POSTEL Nicolas, CAZAL Didier, CHAVY Frédéric, SOBEL Richard. *La Responsabilité Sociale de l'Entreprise. Nouvelle régulation du capitalisme?* Lille : Maison d'édition Septentrion Presses universitaires, 2011, pp. 233-244.

MARTIN Ludivine.

The effects of ICT use on employee's motivations: an empirical evaluation. *Economics Bulletin*, 2011, vol. 31, n°2, pp. 1592-1605.

MARTIN Ludivine., PAGNY Sybil.

Les pratiques en matière d'e-commerce transfrontalier par les individus de l'Union Européenne, CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Les Cahiers du CEPS/INSTEAD n°2011-14, 24 p.

MOTHE Caroline, NGUYEN Uyen.

Do firms rely on sources of information for organizational innovation? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-39, 28 p.

MOTHE Caroline, NGUYEN Uyen, NGUYEN-VAN Phu.

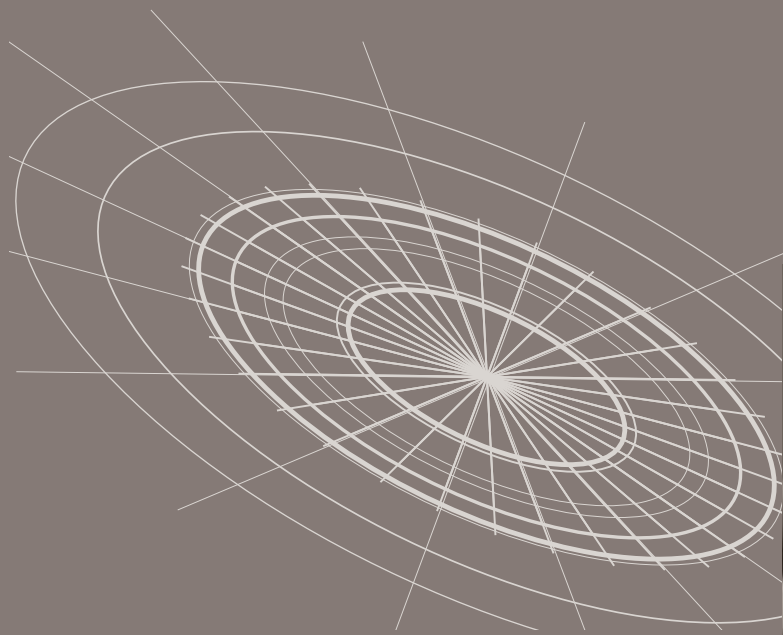
Synergistic effects of organizational innovation practices and firm performance. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-32, 32 p.

PÉNARD Thierry, POUSSING Nicolas, SUIRE Raphaël.

Does the Internet make people happier? CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-41, 40 p.

POUSSING Nicolas.

La Responsabilité Sociale des Entreprises au Luxembourg : Quelle avancée ? Quels résultats, *Academia Bruylant*, Collection « Responsabilités d'entreprises », n°3





SOMMAIRE

Plateforme 1 :	Relations internationales
Plateforme 2 :	Enseignement et formation à la recherche
Plateforme 3 :	Système d'information géographique
Plateforme 4 :	Méthodologie d'enquête et production de données
Plateforme 5 :	Centre de Documentation & de Diffusion

RELATIONS INTERNATIONALES

La plateforme des relations internationales assure et promeut les engagements du Centre dans la coordination de (ou la collaboration à des) projets/ réseaux de recherche internationaux d'envergure, ainsi que dans de multiples activités de conseil et représentation dans les milieux académiques, institutionnels et non-gouvernementaux.



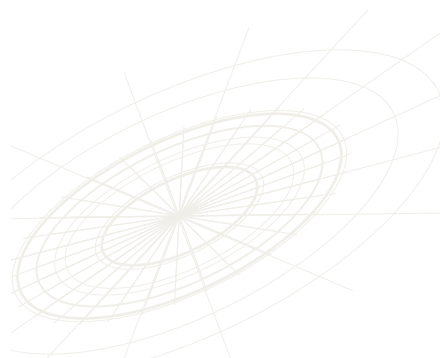
RESPONSABLE

Eric MARLIER

eric.marlier@ceps.lu

ÉQUIPE

Anne-Catherine GUIO



Menées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE, ces diverses missions internationales couvrent plus spécifiquement les domaines du revenu, de l'exclusion sociale dans ses diverses formes (activité économique, logement, santé, éducation...), des pensions, des soins de santé et de la gouvernance internationale (en particulier la coopération UE dans le domaine social). Elles s'étendent de l'analyse socio-économique comparée à l'organisation de (ou la participation à des) séminaires et conférences internationaux en passant par la collaboration avec divers groupes et réseaux internationaux tant institutionnels que scientifiques. La PRI contribue aussi à l'amélioration des statistiques sociales collectées au niveau européen en participant activement aux travaux du système statistique européen.

La PRI permet au Centre d'être partie prenante aux derniers développements scientifiques et stratégiques dans ces divers domaines, de manière à mener de façon

optimale les analyses qu'il réalise au niveau grand-ducal démontrant ainsi les synergies et l'étroite complémentarité entre activités internationales et nationales. La PRI soutient activement le Centre dans sa progression vers un de ses objectifs majeurs : devenir un centre de référence et un partenaire privilégié dans ses grands domaines de recherche tant au plan international que national.

Les diverses missions dans lesquelles la PRI est engagée sont coordonnées par Anne-Catherine Guio et Eric Marlier (responsable PRI). Pour la mise en œuvre de ces missions, la PRI s'appuie sur de nombreuses collaborations internationales via des réseaux de recherche internationaux ou dans le cadre de collaborations individuelles avec une université ou un expert académique spécialisé dans le domaine sur lequel porte la recherche. La PRI bénéficie également du soutien actif de plusieurs chercheurs du Centre.

ACTUALITÉS 2011

SECOND NETWORK FOR THE ANALYSIS OF EU-SILC (NET-SILC2)

En 2011, le Centre (via sa PRI) a remporté un appel à propositions de recherche lancé par la Commission européenne. Dans ce cadre, il a reçu une subvention de recherche pour mettre sur pied et coordonner durant 4 ans un réseau d'expertise en matière d'analyse comparative approfondie des revenus et conditions de vie en Europe (Second Network for the analysis of EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC)). Net-SILC2 compte 16 partenaires européens : le Centre, 7 partenaires institutionnels (6 Instituts Nationaux de Statistique et la Banque d'Italie) et des partenaires académiques issus de 8 Universités européennes. Net-SILC2 poursuit en particulier deux grands objectifs : a) réaliser des travaux méthodologiques et des analyses socio-économiques comparatifs approfondis sur la base des données statistiques européennes d'EU-SILC ; b) diffuser largement les résultats de ces recherches en organisant deux grandes conférences internationales (en 2012 et 2014) et en préparant diverses publications scientifiques (dont un ouvrage).

RÉSEAU EUROPÉEN D'EXPERTS INDÉPENDANTS EN MATIÈRE D'INCLUSION SOCIALE

Ce contrat entre la Commission européenne et le Centre a pour objet la coordination d'un réseau d'experts non-gouvernementaux spécialisés dans les questions d'inclusion sociale ; un réseau qui couvre pas moins de 32 pays européens (dont les 27 pays UE). La tâche principale des experts est de produire 3-4 fois par an des rapports d'analyse thématiques portant sur leur pays. Le Centre (via sa PRI) est chargé de définir avec la Commission les thèmes de ces rapports et de préparer les instructions détaillées concernant leur structure et contenu. Il coordonne ces rapports tant au niveau des échéances que de leur qualité. Pour chacun de ces 3-4 rapports annuels, il est aussi chargé de rédiger un rapport de synthèse indépendant mettant en perspective

les enseignements qui se dégagent de ces rapports, tirant des conclusions stratégiques et proposant des recommandations opérationnelles. Le Centre organise chaque année 2 réunions de coordination et un séminaire avec l'ensemble du réseau et la Commission. A titre d'illustration, les rapports rédigés par le réseau en 2011 ont entre autres porté sur la promotion de l'inclusion sociale des Roms et sur l'impact social de la crise et des mesures de consolidation fiscale prises par les différents pays couverts par le Réseau.

En 2011, le Centre (via sa PRI) a remporté un appel d'offres que la Commission européenne a lancé pour la mise sur pied et la coordination du Réseau qui prendra la suite à partir de février 2012. Ce Réseau couvrira les 32 pays actuels plus le Liechtenstein et la Norvège.

COMITÉ DE PROTECTION SOCIALE DE L'UE ET SON GROUPE INDICATEURS

Depuis 2002, le Centre (via sa PRI) participe activement aux réunions mensuelles du Groupe Indicateurs du Comité de la Protection Sociale (CPS) de l'UE comme représentant du Grand-Duché. Une des tâches principales de ce Groupe est de développer des indicateurs sociaux comparables et communs à l'ensemble des pays de l'UE dans les domaines de la pauvreté et de l'exclusion sociale, des pensions, ainsi que des soins de santé et des soins de longue durée. Ces indicateurs occupent un rôle clé dans la coopération UE dans le domaine social ainsi que dans la Stratégie « Europe 2020 » adoptée en juin 2010 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE (en particulier pour le suivi de l'objectif chiffré UE de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui accompagne cette Stratégie). Une autre activité importante du Groupe Indicateurs est de développer des outils d'évaluation et de suivi des politiques sociales. Par le soutien méthodologique qu'il apporte à l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) et au Ministère de la Famille et de l'Intégration luxembourgeois, le Centre contribue également aux travaux du CPS en matière d'inclusion sociale, de pensions et de soins de santé. Il y contribue



aussi par sa participation au « Groupe ad hoc du CPS sur la pauvreté des enfants » dont le responsable de la PRI du Centre est membre.

• • • • •

COLLABORATIONS AVEC LE SYSTÈME STATISTIQUE EUROPÉEN (SSE)

Le Centre (via sa PRI) collabore étroitement avec le SSE au développement d'outils/ techniques permettant d'affiner l'analyse comparative des revenus et conditions de vie (voir ci-dessus) et à l'amélioration des données statistiques nécessaires à ces analyses. Ainsi, en 2011 la PRI a activement contribué aux travaux de trois importantes Task-Forces européennes présidées par Eurostat, l'Office statistique de l'UE : « EU-SILC Task-Force on material deprivation », « EU Task-Force on the revision of the EU-SILC legal basis » et « EU-SILC Task-Force on well-being ».

• • • • •

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE (ONPES, FRANCE)

Créé en 1998, l'ONPES (Observatoire français) a quatre grandes missions : a) rassembler les données relatives aux situations de pauvreté, précarité et exclusion ; b) contribuer au développement de la connaissance de ces phénomènes ; c) faire réaliser des travaux d'études, de recherche et d'évaluation ; et d) diffuser les informations ainsi recueillies sous la forme d'un rapport annuel à destination du Premier ministre français, du Parlement français et de l'ensemble du public (en France et hors de France). L'ONPES est composé d'un Conseil de 22 membres nommés pour trois ans par le gouvernement français. Le responsable de la PRI du Centre est membre de ce Conseil et contribue activement à ses travaux, entre autres lors de ses réunions mensuelles.

EUROMODUPDATE

EUROMOD est un modèle de micro-simulation. Il simule les impôts et prestations sociales afin de calculer les effets de ceux-ci sur les revenus des ménages dans les pays de l'UE. Il s'agit d'un projet de recherche européen coordonné par l'Université d'Essex (Royaume-Uni).

Soutenu par la Commission européenne, EUROMODupdate constitue un développement majeur d'EUROMOD dont l'objectif principal est d'améliorer et d'étendre le potentiel unique d'EUROMOD comme outil de recherche permettant d'investiguer de nombreuses questions de politiques socio-économiques et aussi comme instrument de suivi de ces politiques.

Le responsable de la PRI du Centre est membre du Steering Committee d'EUROMODupdate.

PARTENAIRES

- > Communauté scientifique internationale
- > Commission européenne
- > Système Statistique Européen
- > OCDE
- > Nations-Unies
- > Conseil de l'Europe
- > Diverses administrations luxembourgeoises
- > Divers Gouvernements nationaux des pays de l'UE
- > Diverses Organisations Non-Gouvernementales internationales.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

FRAZER Hugh, MARLIER Eric et al.

EU Network of Independent Experts on Social Inclusion. *Policy solutions for fostering inclusive labour markets and for combating child poverty and social exclusion*. Brussels: European Commission, 2011, 26 p.

FRAZER Hugh, MARLIER Eric.

Promoting the social inclusion of Roma. Synthesis report. Overview based on the National Reports prepared by the EU Network of Independent Experts on Social Inclusion. Brussels: European Commission, 2011, 100 p.

FRAZER Hugh, MARLIER Eric.

Social impact of the crisis and developments in the light of fiscal consolidation measures. Main Findings and suggestions on the way forward by the EU Network of Independent experts on social inclusion. Brussels: European Commission, 2011, 18 p.

FUSCO Alessio, GUIO Anne-Catherine, MARLIER Eric.

Income poverty and material deprivation in European countries. CEPS/INSTEAD, 2011, coll. Working Paper n°2011-04, 56 p.

GUIO Anne-Catherine, FUSCO Alessio, MARLIER Eric.

Pauvreté et inégalités en Belgique. Quelques éléments de comparaison internationale. *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2011, n°4, pp. 13-29.

GUIO Anne-Catherine, GOEDEME Tim.

Stratégie Europe 2020 : quelles implications pour la mesure de la pauvreté et de l'exclusion en Belgique ? *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2011, n°4, pp. 31-44.

Toutes les publications sur www.ceps.lu

ENSEIGNEMENT ET FORMATION A LA RECHERCHE

Le CEPS/INSTEAD mène depuis 2002 des activités de formation à la recherche et à l'analyse des politiques publiques. Ces activités constituent le socle de notre plateforme d'enseignement et de formation à la recherche.

Il y a d'abord et principalement le programme IMPALLA (« International Master of Social Policy Analysis by Luxembourg, Leuven, and Associate Institutes ») organisé conjointement avec le département de sociologie de la KU Leuven en partenariat avec les Universités de Tilburg, de Luxembourg et de Nancy. Ce programme conduit à l'octroi d'un Master 2 en analyse comparative des politiques publiques. L'enseignement est localisé au CEPS/INSTEAD les 5 premiers mois du programme et à Leuven les 3 mois suivants. En fin de cycle, les étudiants reviennent au Centre pour travailler sur leur dissertation de fin d'année. Chaque année le programme accueille 12 à 20 étudiants. Une majeure partie de ces étudiants continuent leurs études en Doctorat.

www.impalla.ceps.lu



RESPONSABLE

Philippe VAN KERM

philippe.vankerm@ceps.lu

ÉQUIPE

Paola DUMET

Anne HARTUNG

Catalina LOMOS

Ioana SALAGEAN

Esther ZANA-NAU

Ensuite, le 'Graduate Studies Program (GraSP)' a pour mission de contribuer à l'encadrement et à la formation de doctorants au sein du Centre. Il coordonne les efforts de recrutement de doctorants, met en place des formations sur les méthodes et instruments de recherche importants dans nos domaines et mène des actions favorisant le développement d'un environnement académique (organisation d'ateliers et séminaires de recherche, accueil de professeurs invités et de chercheurs extérieurs, cf. chapitre « Les Rendez-vous de 2011 » de ce rapport).

Enfin la plateforme gère l'organisation ponctuelle de formations professionnelles dans le cadre du développement des compétences du personnel du Centre.

SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Les systèmes d'informations géographiques (SIG) sont de plus en plus utilisés dans les milieux de la recherche scientifique. Outils de gestion des données, ils deviennent aussi des outils d'investigation méthodologique pour les chercheurs qui s'intéressent à l'espace ou aux objets localisés.

Au gré des opportunités, et au regard de la complexité croissante des questions d'environnement, des approches pluridisciplinaires se développent à l'intérieur ou en marge des disciplines, plaçant les SIG au cœur des questions scientifiques. Emergent et se recomposent alors de nouvelles problématiques de recherche et méthodes d'analyses. Géographes, sociologues, psychologues, ethnologues, informaticiens tentent de croiser leurs expériences pour tirer le maximum de ces outils de recherche désormais incontournables.

A l'intégration et à l'analyse des données spatialisées, répond une démarche pluridisciplinaire et multithématique qui contribue à enrichir une réflexion épistémologique sur ces outils à l'évolution en continue émergence. Ainsi, l'intégration de données multi-sources au sein du Centre, nécessite de recourir à l'utilisation des systèmes d'informations géographiques (SIG). L'utilisation systématique de ces outils permet de renforcer notre expertise et notre capacité de recherche dans les domaines du développement spatial et de l'intelligence territoriale.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS

CHARIF Omar, SCHNEIDER Marc, OMRANI Hichem.

How to geolocalize and administrative file basing on its addresses data? A proposal to achieve a better geocoding. In: *Proceedings of the 25th International Cartographic Conference*. Paris : Cartographic Association, Comité français de Cartographie, 2011.

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc, VICTOR Nadja. Modélisation et visualisation de l'accessibilité piétonne à Luxembourg-Ville. In : *Dixièmes Rencontres de Théoquant - Nouvelles approches en Géographie Théorique et Quantitative*. Besançon : Laboratoire Théma, Université de Franche-Comté, 2011, pp. 78-80.

KLEIN Olivier, SCHNEIDER Marc. Activités et déplacements intra-urbains des enfants scolarisés à Luxembourg-Ville. In: *Proceedings of the 25th International Cartographic Conference*. Paris : Cartographic Association, Comité français de Cartographie, 2011.



RESPONSABLE

Marc SCHNEIDER
marc.schneider@ceps.lu

ÉQUIPE

Bérengère DARUD
Konrad SKOCZYLAS
Anasse EL MASLOHI

Toutes les publications sur www.ceps.lu

MÉTHODOLOGIE D'ENQUÊTE ET PRODUCTION DE DONNÉES

La plateforme de méthodologie d'enquête et de production de données vient en soutien aux différents pôles de recherche. Les enquêtes statistiques, avec la rigueur et les méthodologies qu'elles imposent, sont développées dans le Centre depuis sa création. Les objectifs des enquêtes sont définis au sein des programmes de recherche et la plateforme exécute l'ensemble des travaux méthodologiques (plan de sondage, redressement, imputation, mise en forme des données, documentation des enquêtes...) et logistiques (collecte des données, gestion d'une équipe de près de 100 enquêteurs free-lance...) qu'imposent les enquêtes.



RESPONSABLE

Frédéric BERGER

frederic.berger@ceps.lu

ÉQUIPE

Jean-Yves BIENVENUE

Sylviane BREULHEID

Modou DIA

Maxime DI BLASI

Nada MAGNONI

Marie-Josée MUNCHEN

Eric GUASTALLI

Nadine REINESCH

Ginette SCHICKES

Laureen VANNI

Anne VILLERET

Jean-Jacques WESTER

Ces enquêtes s'adressent aussi bien aux ménages et aux personnes, résidents comme frontaliers, qu'aux entreprises et le mode de collecte varie entre courrier et face-à-face.

En 2011, deux enquêtes ont été menées en face-à-face auprès des ménages : le «Panel Socio-Economique Liewen zu Lëtzebuerg 3/ EU-Survey on Income and Living Conditions » avec 5 500 ménages, soit environ 13 000 individus enquêtés et l'enquête sur « le comportement financier et de consommation des ménages résidant au Luxembourg » avec 950 ménages, soit environ 2 500 individus enquêtés. Faisant écho à cette dernière enquête, plus de 700 ménages de travailleurs frontaliers ont été enquêtés par courrier sur le même thème. Les travailleurs frontaliers ont également été sollicités pour répondre par courrier à une enquête sur la mobilité qui s'est déroulée en deux phases.

Les entreprises ont été mobilisées pour répondre en face-à-face à l'enquête communautaire sur l'innovation (CIS) et par courrier à l'enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (ICT) et à l'enquête « Femmes et prise de décision dans les entreprises ».

CENTRE DE DOCUMENTATION & DE DIFFUSION

Le Centre de Documentation a pour objectif principal de gérer, conserver et diffuser les informations scientifiques tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre centre de recherche.

Deux pôles d'activités composent cette plateforme : un Centre de Documentation qui appuie les travaux de recherche des équipes scientifiques et un groupe Communication qui assure l'organisation et la diffusion de nos informations.

Le Centre de Documentation est composée d'un fonds documentaire spécialisé en sciences économiques et sociales d'environ 8 000 documents (ouvrages théoriques, généraux et statistiques, dictionnaires, périodiques ainsi que des études produites par les chercheurs du CEPS/INSTEAD).

A travers les travaux propres à la gestion d'un Centre de Documentation (commandes de livres, périodiques, catalogage informatique du fonds documentaire, archivage des informations du centre...), ce service offre des aides de recherche et de veille documentaire pour les chercheurs et étudiants qui en font la demande.

Avec l'aide d'outils de PAO (Publication Assistée par Ordinateur), le service assure la conception graphique de différentes publications scientifiques rédigées par nos chercheurs au sein de nos collections (Vivre au Luxembourg, Cahiers du CEPS/INSTEAD, Les Working Papers, Rapports). Il en assure la diffusion à travers notre site internet tout en contactant nos abonnés nationaux et internationaux.

Le groupe Communication, quant à lui, organise différentes manifestations à caractère scientifique (de type colloques, conférences internationales au Luxembourg), apporte un support aux équipes de recherche en offrant un service d'organisation des déplacements, un appui administratif, notamment dans la gestion de nos indicateurs de performance et développe des outils marketing de communication vers le public (plaquettes, posters, power point...).



RESPONSABLE

Begoña LEVICES

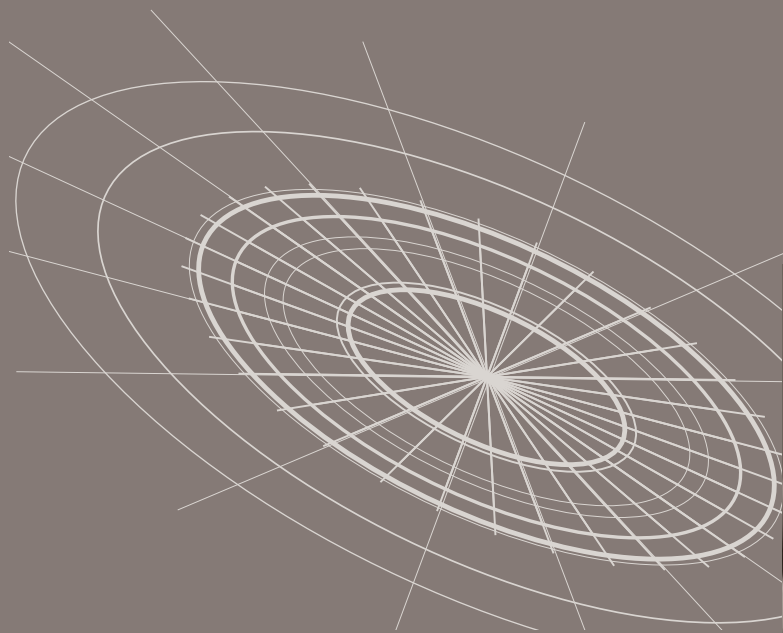
begona.levices@ceps.lu

ÉQUIPE

Isabelle BOUVY

Karima DJAÏT

Carole STEFANUTO





SOMMAIRE

Organe de gestion
Bilan financier

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres

- > Président : M. Georges SCHROEDER, Directeur de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- > Vice-président : M. Jos BERGHMAN, Professeur à l'Université de Leuven (BE)
- > Trésorier : M. Georges HEINRICH, Directeur du Trésor, Ministère des Finances
- > Secrétaire : M. Manuel DILLMANN, Attaché de Gouvernement, Ministère d'Etat
- > M. Serge ALLEGREZZA, Directeur du STATEC
- > Mme Josiane ENTRINGER, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- > Mme Andrée HELMINGER, Docteur en Psychologie, Professeur à l'Université de Zurich (CH)
- > Mme Nicole KERSCHEN, Chercheur au CNRS (FR)
- > M. Franck LEPREVOST, Vice-recteur, Université de Luxembourg

Le Commissaire au Gouvernement

- > M. Pierre DECKER, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

- > Président : Prof. Jos BERGHMAN, Université de Leuven (BE)
- > M. Jos BERTEMES, Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (LU)
- > Dr. Romain DIEDERICH, Ministère du Développement durable et des Infrastructures (LU)
- > Prof. Jacques HAGENAARS, Université Brabant, Tilburg (NL)
- > Prof. Vincent HILDEBRAND, Professeur associé à la York University (CA)
- > Dr. Bruno JEANDIDIER, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)
- > Prof. Jean-Paul LEHNERS, Université du Luxembourg (LU)
- > M. Roger MOLITOR, Membre du Conseil d'Etat (LU)
- > Prof. Jean-Claude RAY, CNRS, BETA, Université Nancy 2 (FR)
- > Dr. Raymond WAGENER, IGSS - Inspection Générale de la Sécurité Sociale (LU)

BILAN

31 décembre 2011
(EXPRIMÉ EN EUR)

ACTIF	2011	2010
ACTIF IMMOBILISE		
Immobilisations incorporelles et corporelles	468.780,09	229.966,32
Immobilisations financières	12.394,68	12.394,68
	<u>481.174,77</u>	<u>242.361,00</u>
ACTIF CIRCULANT		
Créances		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1.886.709,02	1.938.044,69
Avoirs en banques, avoir en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	<u>2.935.229,63</u>	<u>3.349.048,28</u>
	<u>4.821.938,65</u>	<u>5.287.092,97</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	<u>56.570,77</u>	<u>117.306,28</u>
	<u>5.359.684,19</u>	<u>5.646.760,25</u>
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES		
Excédents budgétaires cumulés	2.046.798,14	1.965.092,63
Bénéfice / (Perte) de l'exercice	(302.547,30)	81.705,51
Financements d'investissement	<u>468.780,14</u>	<u>229.966,38</u>
	<u>2.213.030,98</u>	<u>2.276.764,52</u>
DETTES		
Dettes sur achats et prestations de services		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	375.989,17	717.219,23
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	949.346,54	644.888,03
Autres dettes		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	<u>15.758,58</u>	<u>16.165,73</u>
	<u>1.341.094,29</u>	<u>1.378.272,99</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	<u>1.805.558,92</u>	<u>1.991.722,74</u>
	<u>5.369.684,19</u>	<u>5.646.760,25</u>
	<u><u> </u></u>	<u><u> </u></u>

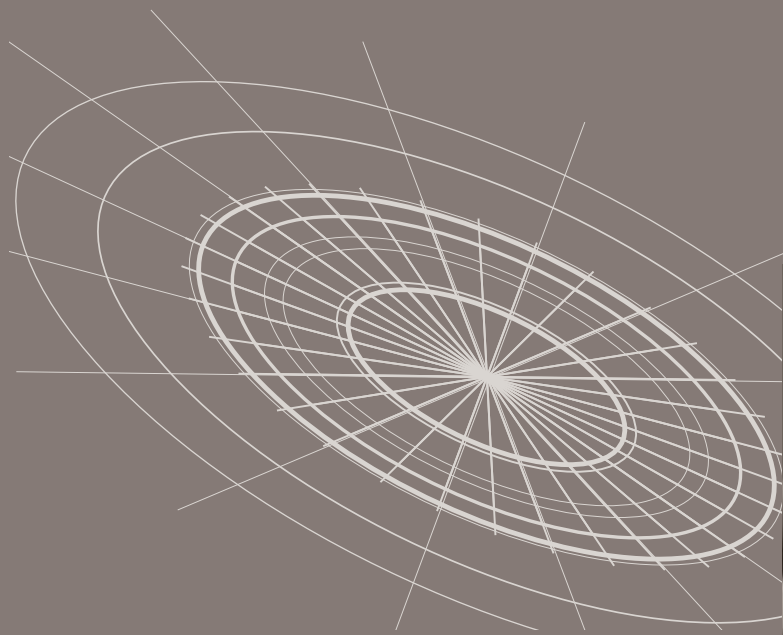
COMPTE DE PROFITS ET PERTES

31 décembre 2011
(EXPRIMÉ EN EUR)

CHARGES	2011	2010
Frais de personnel		
- salaires et traitements	9.484.062,42	8.810.904,21
- charges sociales	1.426.759,58	1.237.140,60
	<u>10.910.822,00</u>	<u>10.048.044,81</u>
Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	190.845,58	115.962,16
Bénéfice de l'exercice	-	81.705,51
	<u>11.101.667,58</u>	<u>10.245.712,48</u>
	<u><u>11.101.667,58</u></u>	<u><u>10.245.712,48</u></u>
PRODUITS		
Résultat brut	10.776.266,16	10.218.398,95
Autres intérêts et produits assimilés	22.854,12	27.313,53
Perte de l'exercice	302.547,30	-
	<u>11.101.667,58</u>	<u>10.245.712,48</u>
	<u><u>11.101.667,58</u></u>	<u><u>10.245.712,48</u></u>

La comptabilité a été vérifiée par A3T Révision s.a. sur base des documents, pièces comptables et informations reçus du Centre.

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes en sa réunion du 19 avril 2012





SOMMAIRE

Événements
Ateliers de recherche
Formations
Visiting Professors
Senior Research Fellows

ÉVÉNEMENTS

24-28 Janvier

Intégration des données du Secteur Informel dans la comptabilité nationale

Cette conférence internationale a réuni les statisticiens d'enquêtes et les comptables nationaux de pays issus de quatre continents (Cameroun, Madagascar, Maroc, Pérou, Srilanka, Vietnam, Luxembourg, France), des experts internationaux en matière de comptabilité nationale, un représentant d'EUROSTAT et des chercheurs de l'Institut de Recherche pour le développement (IRD, France), ainsi que ceux du CEPS/INSTEAD. Son objectif était de discuter d'une méthodologie appropriée d'intégration de l'économie informelle dans le système de comptabilité nationale (SCN) et de la mise sur pied d'un compte satellite de l'économie informelle.

10 Février

Le dialogue Social au Luxembourg

Colloque qui avait notamment pour thème « l'histoire du Comité de coordination tripartite : d'une crise à l'émergence d'un pacte social ». Il fut réalisé en collaboration avec le Ministère de l'Economie, l'Institut Pierre Werner, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, ainsi que le FNR.

12 et 13 Mars

Relais pour la Vie

Le 12 et 13 mars notre Centre a été représenté par une équipe de marcheurs et de coureurs à la 6ème édition du Relais pour la Vie. Ce relais est un événement destiné à montrer la solidarité envers les patients atteints de cancer. Le relais symbolise le parcours du patient atteint du cancer, avec ses hauts et ses bas : il faut tenir le coup, il ne faut pas abandonner ou se décourager. C'est dans cet esprit que les participants ont assuré une présence continue sur la piste, se relayant à tour de rôle durant les 12 heures du marathon.



15 Avril

Déménagement du CEPS/INSTEAD à Belval

Le CEPS/INSTEAD se situe sur le site d'Esch-Belval, un site en plein développement (urbanisation, activités tertiaires privés et publiques), auquel le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a donné priorité. La conversion des friches industrielles sur le site d'Esch-Belval donne naissance à un projet d'envergure dont les premières pierres sont posées avec la réalisation/programmation d'investissements publics clés (dont les Centres de Recherches). Le CEPS/INSTEAD est donc l'un des premiers présents sur le site qui, à terme, accueillera environ 5.000 habitants et 20.000 occupants par jour.



15 et 16 Juin

6ème Congrès du Réseau International de recherche sur l'organisation et le Développement Durable (RIODD)

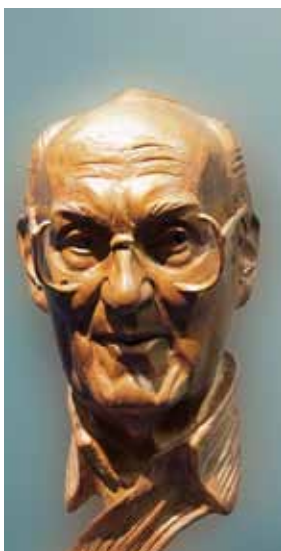
La vocation du RIODD étant de promouvoir la multidisciplinarité en sciences humaines et sociales, le RIODD accueille des contributions de différents cœurs disciplinaires, tels que le management, l'économie, la sociologie et le droit. Le colloque était ouvert à toutes les thématiques questionnant la RSE. Toutefois, le Comité d'organisation du 6ème Congrès du RIODD a encouragé les contributions ayant pour thème : « Responsabilité Sociale de l'Entreprise, entreprise réseau et gestion des biens communs. Redéfinition du périmètre de l'entreprise et du politique ».



28 Septembre

Inauguration du buste du président-fondateur, le Professeur Gaston SCHABER

Le 27 mars 2010, le Professeur Gaston Schaber nous a quitté. Pour honorer sa mémoire nous avons inauguré le 28 septembre, en la présence de la famille, le buste réalisé par l'artiste allemand Kurtfritz Handel.



6 et 7 Octobre

European DAY- Annual Meeting

Ces deux manifestations ont permis de démontrer, notamment, la place importante du Luxembourg dans le concert européen de la mobilité professionnelle, des jeunes en particulier, au travers des interventions de divers spécialistes. La conférence européenne a été inaugurée par le Ministre du Travail du Luxembourg, Nicolas Schmit. On a pu relever la participation de représentants de la Commission européenne, d'Eurostat, de la Confédération Européenne des Syndicats, de l'Agence européenne CEDEFOP. Les participants ont apprécié le discours prononcé par M. le Ministre d'Etat honoraire Jacques SANTER.



2 et 3 Novembre

EuroReach Meeting

Le CEPS/INSTEAD, conjointement avec l'IGSS, a organisé le premier *sounding board* du projet EuroREACH (*Improved access to health care data through cross-country comparisons*), financé par la Commission Européenne, et dont le Luxembourg est l'un des partenaires. Au cours de ces deux jours, les avancements du projet ont été présentés et discutés par de nombreux experts venus de toute l'Europe et d'Amérique du Nord.

10 Novembre

Conférence ALOSS

L'Association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (aloss) a organisé conjointement avec le CEPS/INSTEAD et l'IGSS, une journée de présentations et d'échanges autour du thème « Politiques socio-fiscales au Luxembourg : quel apport de la microsimulation ? ». Avec la Participation de M. le Ministre de la Sécurité Sociale Mars Di Bartolomeo et d'experts du Bureau Fédéral du Plan en Belgique.



28-30 Novembre

Dealing with dynamic Microsimulations: Data, Methodology and tools including LIAM2 – Midal project : final conference.

The Conference was building on results of the 2-year EU-PROGRESS Project "MiDaL", undertaken by the CEPS/INSTEAD (Luxembourg, managing partner), the General Inspectorate for Social Security (IGSS, Luxembourg), the Federal Planning Bureau (Belgium) and several international experts. MiDaL was targeting both the development of a general purpose dynamic microsimulation modelling toolbox ("LIAM2") and the improvement of administrative datasets in relation with the need for pension analysis in Luxembourg. The project has been finalized in 2011 and the main objective of this final conference was to disseminate its results towards the scientific community (more than 30 external participants, coming from 11 different EU-countries and Japan).

ATELIERS DE RECHERCHE

19/12/2011

"Accounting for people's weak rationality: Public policies when individual beliefs are distorted and preferences are intertwined with inaccurate perceptions.", Prof. Luigi Bonatti (Dept. of Economics, University of Trento).

14/12/2011

"Using secondary outcomes and covariates to sharpen inference in instrumental variable settings.", Prof. Fabrizia Mealli (Dept. of Statistics "G. Parenti", University of Florence).

09/12/2011

"Home sweet home? Macroeconomic conditions and the welfare of migrants.", Prof. Olivier Bargain (DEFI, Université Aix-Marseille II).

05/12/2011

"Understanding the drivers of low income transitions in Luxembourg.", Alessio Fusco (CEPS/INSTEAD).

30/11/2011

"Economic growth and social capital: happy together ever after?", Francesco Sarracino (CEPS/INSTEAD).

28/11/2011

"Modélisation géoprospective des effets stimulants du TGV. Le cas du projet LGV PACA dans l'espace transfrontalier franco-italo-monégasque.", Reine-Marie Basse (CEPS/INSTEAD).

16/11/2011

"Equity in the City: On Measuring Urban(In)eQuality of Life", Prof. Alessandra Michelangeli (Dept. of Economics, University of Milan Bicocca).

16/11/2011

"The role of segregation in US society.", Prof. David Kaplan (Dept. of Geography, Kent State University & Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8).

09/11/2011

"L'évolution démographique en Andorre est-elle compatible avec le maintien de son identité culturelle?", Jérôme Tourbeaux (CEPS/INSTEAD).

26/10/2011

"Does large-scale military spending stimulate local economies? The Implications of WWII spending for local economic activity, 1939-1958.", Prof. Price Fishback (Dept. of Economics, University of Arizona).

19/10/2011

"Wage Differentials between natives and cross-border workers within and across establishments: evidence from Luxembourg.", Jacques Brosius (CEPS/INSTEAD) and Prof. Jean-Claude Ray (University of Nancy 2, Dept. of Economics).

06/10/2011

"Happy for How Long? Social Capital, GDP and Well-Being over Time.", Francesco Sarracino (CEPS/INSTEAD) and Stefano Bartolini (University of Siena & CEPS/INSTEAD).

05/10/2011

"Beating unemployed with a stick: The effect of strong economic incentives on unemployed immigrants – and the social welfare system", Anna Christensen-Meyer (CEPS/INSTEAD).

28/09/2011

"Estimates of Wage Discrimination against Workers with Sensory Disabilities with Controls for Job Demands.", Prof. Marjorie Baldwin (Health Management & Policy Dept., Arizona State University) and Chung Choe (CEPS/INSTEAD).

07/09/2011

"The impact of technological and organizational changes on motivations to work hard: European evidence.", Ludivine Martin (CEPS/INSTEAD).

27/07/2011

"Job Flows, Industries and the Great Recession", Dr. Yelena Takhtamanova (San Francisco Federal Reserve Bank, PI/Economic Research), Eva Sierminska (CEPS/INSTEAD).

06/07/2011

"The role of trade unions in the integration of immigrants in Luxembourg.", Adrien Thomas et Roland Maas (CEPS/INSTEAD).

29/06/2011

"La mobilité chromatique : modéliser les déclarations de couleurs de peau dans le Brésil contemporain", Stéphanie Cassilde (CEPS/INSTEAD).

22/06/2011

"Market Competition in Export Cash Crops and Farm Income", Assist. Prof. Nicolas Depetris Chauvin (Dubai School of Government and Oxford Centre for Analysis of Resource Rich Economies, Dept.of Economics, University of Oxford).

08/06/2011

"Measuring and accounting for the 'deprivation gap' of Portuguese immigrants in Luxembourg.", Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD & ISER), Vincent Hildebrand (York University & CEPS/INSTEAD), Maria Noel Pi Alperin (CEPS/INSTEAD).

01/06/2011

"Spatial planning and governance in the cross-border urban areas of Basel and Strasbourg.", Prof. Bernard Reitel (CRESAT, Université de Haute-Alsace).

27/05/2011

"GIS for understanding cities based on Land Use Dynamics/Changes", Dr. Katalin Bodis (European Commission Joint Research Centre, JRC- ISPRA, Italy).

26/05/2011

"Temporary unemployment and wage dynamics. Evidence from Belgium.", Assist. Prof. Dimitris Pavlopoulos (Vrije Universiteit Amsterdam).

04/05/2011

"Number of siblings and school achievement in Dakar and Yaounde: is there any capillarity effect?", Michel Tenikue (CEPS/INSTEAD & Univ. Namur), Mathias Kuepie (CEPS/INSTEAD & DIAL Paris), Nicaise Misangumukinia (CEPS/INSTEAD), Samuel Nouetagni (IFORD Yaounde).

13/04/2011

"Earnings dynamics and inequality among men in Luxembourg, 1988-2004: Evidence from administrative data", Denisa Sologon (CEPS/INSTEAD, IZA and Maastricht University).

12/04/2011

"It's all about the Money? A Randomized Evaluation of the Impact of Insurance Literacy and Marketing Treatment on the Demand for Micro-insurance in Senegal", Philippe LeMay-Boucher (Dept. of Economics at Heriot-Watt University).

06/04/2011

"Unemployment and well-being in Europe. The effect of country unemployment rate, work ethics and family ties.", Malgorzata Mikucka (CEPS/INSTEAD).

29/03/2011

"Assessing the effect of R&D contributions to Luxembourgish firms: a non parametric approach", Michela Bia (CEPS/INSTEAD and University of Florence).

23/03/2011

"The effect of minimum wages and trade unions on wages of immigrants in Denmark, Germany, and the UK", Anna Christensen Meyer (CEPS/INSTEAD & Aarhus University).

16/03/2011

"House prices and accessibility in Luxembourg: Evidence from an hedonic pricing model", Julien Licheron (CEPS/INSTEAD).

02/03/2011

"Volunteers on the labour market. An empirical study on GSOEP dataset", Dominik Butler (Poznan University of Economics).

23/02/2011

"Homemaking and women's well-being in Europe. Effect of divorce risk, selection and dominating gender-role attitudes.", Malgorzata Mikucka (CEPS/INSTEAD).

16/02/2011

"Spatial Industrial Clustering and Competitive Advantage: Comparing Firms Inside and Outside Industry Clusters", Laurent Frideres (University of Cambridge, Dept. of Geography).

02/02/2011

"A framework for evaluation of income mobility processes", Elin Halvorsen (Statistics Norway).

19/01/2011

"The geography of innovation in the Luxembourg metropolitan region: an intra-regional approach", Vincent Dautel and Olivier Walther (CEPS/INSTEAD) .

17/01/2011

"Evaluation of public R&D policies: A cross-country comparison", Cindy Lopez Bento (CEPS/INSTEAD and K.U.Leuven).

12/01/2011

"L'estimation des petits domaines (Small Area Estimation)", Hichem Omrani (CEPS/INSTEAD)

04/01/2011

"Do we need social cohesion to be happy?", Carlo Klein (CEPS/INSTEAD).

FORMATIONS

15/12/2011

"Household models: children and domestic production",
Prof. Olivier Bargain (DEFI, Université Aix-Marseille II).

07/12/2011

"Record-linkage using Matching Tool-Box (MTB)", Prof.
Tobias Bachteler, Sabine von Thenen and Rainer Schnell
(Institut für Soziologie, Universität Duisburg-Essen).

10/11/2011

"An Introduction to Multilevel Modelling with Stata", Assoc.
Prof. Karen Robson (Dept. of Sociology, York University).

27/10/2011

"On Measuring Health Inequalities", Prof. Jacques Silber
(Dept. of Economics, Bar-Ilan University, Israel)

17/10/2011

"Introduction to measuring inequalities", Prof.
Jacques Silber (Bar-Ilan University, Israel).

13-14/10/2011

"Dynamic linear panel data models", Bertrand Verheyden
(CEPS/INSTEAD & University of Namur).

13-15/09/2011

"Non-Linear Panel Data Models", Prof. Sergi Jiménez-
Martín (Dept. of Economics, Universitat Pompeu Fabra).

09/09/2011

"Introduction to linear panel data models", Bertrand
Verheyden (CEPS/INSTEAD & University of Namur).

21-22/07/2011

"Discrete Choice/Qualitative Dependent Variables Models",
Prof. Ronald L. Oaxaca (EllerCollege of Mananagement,
University of Arizona).

15/06/2011

"Methods for Economic Evaluations of Health Services",
Prof. Marjorie Baldwin (Health Management & Policy
Dept., Arizona State University).

30/05-01/06/2011

"Small Area Estimation", Prof. Nicholas Longford (Graduate
School of Economics, Universitat Pompeu Fabra).

23/05/2011

"Introduction to Multilevel Models", Assist. Prof. Dimitris
Pavlopuolus (Faculty of Social Sciences, Vrije Universiteit
Amsterdam).

19/05/2011

"Introduction aux modèles structuraux linéaires (LISREL)",
Prof. Paul Dickes (CEPS/INSTEAD) et Prof. Jean-Luc Kop
(Université de Nancy 2).

05-06/05/2011

"Quantile Regression", Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD
& ISER).

08/04/2011

"Stata Graphics", Philippe Van Kerm (CEPS/INSTEAD &
ISER).

15/02/2011

*"Socio-Demographic Background Variables for Cross-
National Comparative Survey Research in Europe"*, Jürgen
H. P. Hoffmeyer-Zlotnik (University Giessen and GESIS
- Leibniz-Institute for Social Sciences) and Uwe Warner
(CEPS/INSTEAD).

VISITING PROFESSORS

- > Prof. Olivier BARGAIN, DEFI, Research Centre on Development Economics and International Finance, Université Aix-Marseille II
- > Prof. Stefano BARTOLINI, Dep. of Economics, University of Sienna
- > Prof. Paul DICKES, Professeur émérite à l'Université de Nancy 2
- > Dr. Denis Pompidou FOLEFACK, Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Cameroun
- > Prof. Vincent HILDEBRAND, Dep. of Economics, Glendon College, York University
- > Prof. Jürgen HOFFMEYER-ZLOTNIK, Leibniz-Institut für Sozialwissenschaften, Universität Gießen
- > Dr. Philippe LEMAY-BOUCHER, Heriot-Watt University, Edinburgh
- > Prof. Nicholas LONGFORD T., Dep. of Economics, Pompeu Fabra University
- > Prof. Ronald OAXACA, Dep. of Economics, University of Arizona
- > Prof. Bernard REITEL, Dep. of Geography, Université de Mulhouse
- > Assoc. Prof. Karen ROBSON, Dep. of Sociology, York University
- > Prof. Jacques SILBER, Dep. of Economics, Bar Ilan University
- > Dr. Yelena TAKHTAMANOVA, Federal Reserve Bank of San Francisco
- > Assoc. Prof. Bogdan VOICU, Institute for the Quality of Life & Dep. of Sociology, University of Sibiu

SENIOR RESEARCH FELLOWS

- > Dr. Anjali AWASTHI, Professeur associé en Ingénierie, University of Concordia
- > Prof. Tito ALEGRIA, Colegio de la Frontera Norte (Mexico)
- > Prof. Olivier BARGAIN, Professeur associé en Economie à University College Dublin
- > Prof. Marjorie BALDWIN, Professeur en Economie à la Arizona State University
- > Prof. Emmanuel BRUNET-JAILLY, University of Victoria (Canada)
- > Dr. Dimitris CHRISTOPOULOS, Senior Lecturer, University of the West of England, Bristol (UK)
- > Dr. Gijs DEKKERS, attaché à la Direction Générale, Bureau Fédéral du Plan à Bruxelles
- > Dr. Christophe ENAUX, Maître de conférences, Université de Strasbourg
- > Prof. Bernard GAZIER, Professeur de sciences économiques, Université Paris1 Panthéon-Sorbonne
- > Dr. Claude GENGLER, Directeur Forum Europa
- > Prof. Agnès GRAMAIN, Professeur de sciences économiques à l'Université Nancy II
- > Prof. Vincent HILDEBRAND, Professeur-associé en Economie à la York University
- > Dr. Bruno JEANDIDIER, Docteur en Sciences économiques, chargé de recherches au CNRS
- > Prof. Stephen P. JENKINS, Professeur en Economie à l'Université d'Essex
- > Prof. Imed KACEM, Professeur en Informatique, Université de Metz
- > Prof. Christian KESTELOOT, Professeur de géographie, Université de Leuven
- > Prof. Christian LE BAS, Professeur de sciences économiques à l'Université Lyon II
- > Prof. Caroline MOTHE, Professeur des Universités en Sciences de Gestion à l'Institut de Management de l'Université de Savoie
- > Dr. Stephan MUSSARD, Maître de conférence à l'Université de Montpellier I
- > Prof. Ronald OAXACA, Professeur en Economie à la Arizona University
- > Prof. Wim van OORSCHOT, Professor of Sociology, Tilburg University
- > Prof. Thierry PÉNARD, Professeur agrégé des Universités à l'Université de Rennes 1
- > Assistant Professor Gabriel POPESCU, University of South Bend Indiana (USA)
- > Prof. Valeria PULIGNANO, Centre for Sociological Research, Katholieke Universiteit Leuven
- > Prof. Jean-Claude RAY, Professeur de sciences économiques à l'Université Nancy II
- > Prof. Denis RETAILLE, Professeur de géographie, Université de Bordeaux
- > Prof. Perla SERFATY-GARZON, Psychologie environnementale et sociologie urbaine, Université de Strasbourg
- > Prof. Jacques SILBER, Professeur en Economie à l'Université Bar-Ilan, Israel
- > Prof. Donald WILLIAMS, Professeur en Economie à la Kent State University

CONTACT

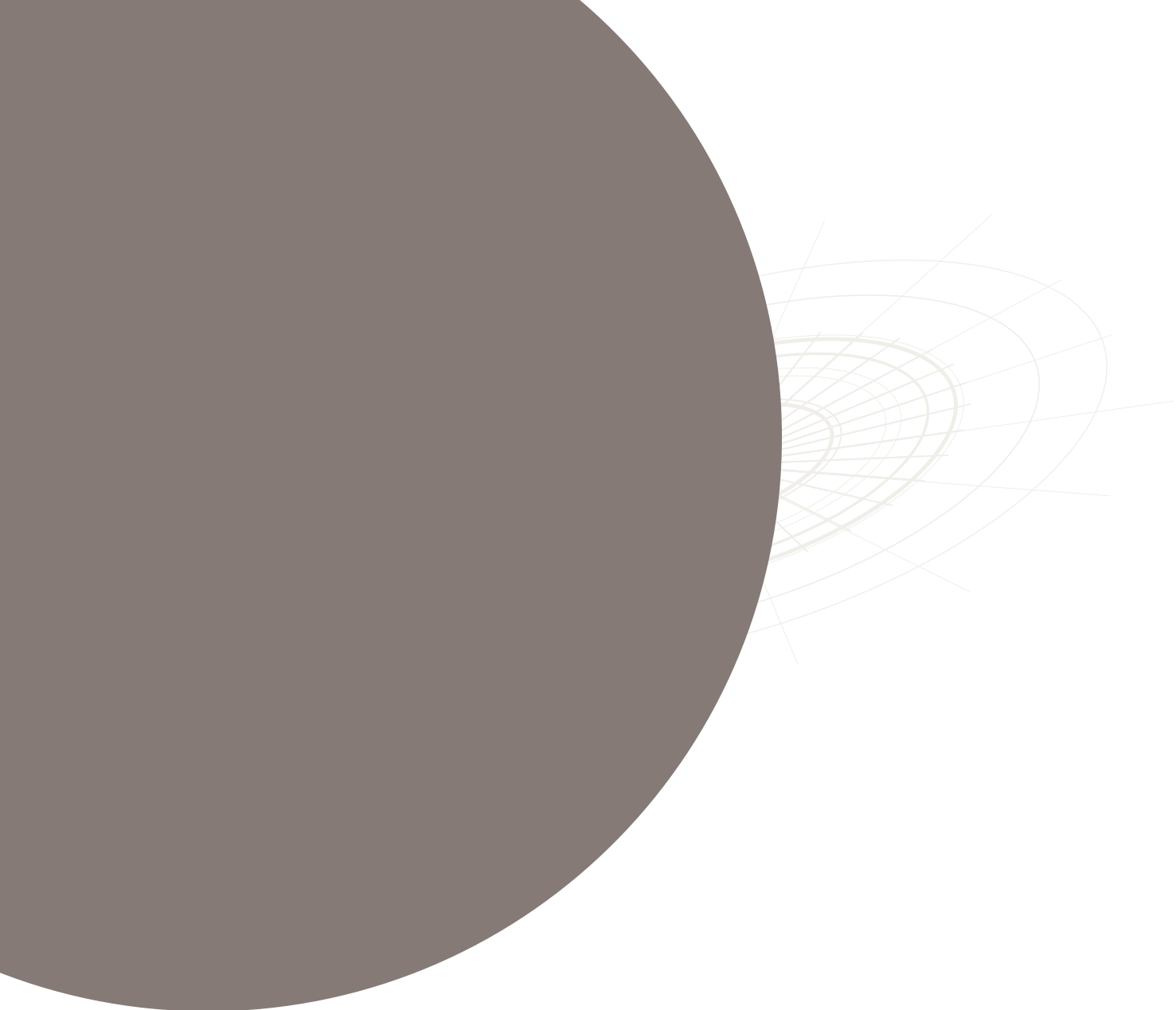
> Directeur administratif	Patrick BOUSCH
> Directeur scientifique	Philippe VAN KERM
> Ressources humaines	Valérie BARAN
> Secrétariat	Mireille COOS / Nicole HEGERLE

> Adresse postale	CEPS/INSTEAD 3, avenue de la Fonte L-4364 Esch-sur-Alzette
> Tél.	+352 58 58 55 - 1
> Homepage	www.ceps.lu



Sources Mixtes

Groupe de produits issus de forêts
bien gérées, de sources contrôlées
et de bois ou fibres recyclés
www.fsc.org Cert no. CU-COC-812363
© 1996 Forest Stewardship Council



CEPS/INSTEAD

3, avenue de la Fonte | L-4364 Esch-sur-Alzette

www.ceps.lu